

No. 28619

**UNITED NATIONS
(UNITED NATIONS CONFERENCE
ON TRADE AND DEVELOPMENT)**

**and
COLOMBIA**

**Agreement on the arrangements for the eighth session of the
United Nations Conference on Trade and Development,
to be held in Cartagena de Indias, Colombia, from 8 to
25 February 1992 (with annexes). Signed at Geneva on
29 January 1992**

Authentic texts: Spanish and English.

Registered ex officio on 29 January 1992.

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
(CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT)**

**et
COLOMBIE**

**Accord relatif à l'organisation de la huitième session de la
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le
développement, devant avoir lieu à Cartagena de Indias
(Colombie) du 8 au 25 février 1992 (avec annexes). Signé
à Genève le 29 janvier 1992**

Textes authentiques : espagnol et anglais.

Enregistré d'office le 29 janvier 1992.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED NATIONS (UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT) AND THE REPUBLIC OF COLOMBIA ON THE ARRANGEMENTS FOR THE EIGHTH SESSION OF THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT, TO BE HELD IN CARTAGENA DE INDIAS, COLOMBIA, FROM 8 TO 25 FEBRUARY 1992

ACCORD¹ ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT) ET LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE RELATIF À L'ORGANISATION DE LA HUITIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT, DEVANT AVOIR LIEU À CARTAGENA DE INDIAS (COLOMBIE) DU 8 AU 25 FÉVRIER 1992

Publication effected in accordance with article 12 (2) of the General Assembly regulations to give effect to Article 102 of the Charter of the United Nations as amended in the last instance by General Assembly resolution 33/141 A of 19 December 1978.

Publication effectuée conformément au paragraphe 2 de l'article 12 du règlement de l'Assemblée générale destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies tel qu'amendé en dernier lieu par la résolution 33/141 A de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1978.

¹ Came into force on 29 January 1992 by signature, in accordance with article XVI (2).

¹ Entré en vigueur le 29 janvier 1992 par la signature, conformément au paragraphe 2 de l'article XVI.

ANNEX A

*Ratifications, accessions, subsequent agreements, etc.,
concerning treaties and international agreements
registered
with the Secretariat of the United Nations*

ANNEXE A

*Ratifications, adhésions, accords ultérieurs, etc.,
concernant des traités et accords internationaux
enregistrés
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

ANNEX A — ANNEXE A

No. 8940. EUROPEAN AGREEMENT CONCERNING THE INTERNATIONAL CARRIAGE OF DANGEROUS GOODS BY ROAD (ADR). DONE AT GENEVA, ON 30 SEPTEMBER 1957¹

ENTRY INTO FORCE of amendments to appendix B.6 of annex B, as amended,² the above-mentioned Agreement

The amendments were proposed by the Government of France and circulated by the Secretary-General on 29 July 1991. They came into force on 29 January 1992, in accordance with article 14 (3) of the Agreement.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 619, p. 77; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 9, and 11 to 18, as well as annex A in volumes 1107, 1129, 1141, 1161, 1162, 1237, 1259, 1279, 1283, 1297, 1344, 1394, 1395, 1430, 1489, 1505, 1553 and 1580.

² For the texts of annex B as modified, see vol. 641, p. 415 (authentic French text of annex B to the Agreement, as modified); vol. 731, p. 363 (English translation of annex B to the Agreement, as modified); for subsequent actions to annex B to the Agreement, see references in Cumulative Indexes Nos. 12 to 18, as well as annex A in volumes 1107, 1161, 1162, 1259, 1279, 1283, 1297, 1344, 1395, 1489 and 1553.

AMENDMENTS TO THE ADR ADOPTED BY THE GROUP OF EXPERTS

1. The following amendments to the pages 1 and 3 of model certificate contained in Appendix B.6 were adopted:

"page 1

ADR - TRAINING CERTIFICATE FOR DRIVERS
OF VEHICLES CARRYING DANGEROUS GOODS
in tanks 1/ other than in tanks 1/

Certificate No.

Distinguishing sign
of issuing State

Valid for class(es) 1/ 2/

in tanks	other than in tanks
1	1
2	2
3	3
4.1, 4.2, 4.3	4.1, 4.2, 4.3
5.1, 5.2	5.1, 5.2
6.1, 6.2	6.1, 6.2
7	7
8	8
9	9

until (date) 3/

1/ Strike out what does not apply

2/ For extension to other classes, see page 3

3/ For renewal, see page 2."

*page 3

EXTENDED TO
CLASS (ES) 5/

in tanks

1
2
3 Date

4.1, 4.2, 4.3
5.1, 5.2 Signature and/or
6.1, 6.2 seal or stamp
7

8
9

other than in tanks

1
2
3 Date

4.1, 4.2, 4.3
5.1, 5.2 Signature and/or
6.1, 6.2 seal or stamp
7

8
9

5/ Strike out what does not apply."

Authentic texts of the amendments: English and French.

Registered ex officio on 29 January 1992.

N° 8940. ACCORD EUROPÉEN RELATIF AU TRANSPORT INTERNATIONAL DES MARCHANDISES DANGEREUSES PAR ROUTE (ADR). FAIT À GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1957¹

ENTRÉE EN VIGUEUR d'amendements à l'appendice B.6 de l'annexe B remaniée² de l'Accord susmentionné

Les amendements ont été proposés par le Gouvernement français et communiqués par le Secrétaire général le 29 juillet 1991. Ils sont entrés en vigueur le 29 janvier 1992, conformément au paragraphe 3 de l'article 14 de l'Accord.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 619, p. 77; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 9, et 11 à 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1107, 1129, 1141, 1161, 1162, 1237, 1259, 1279, 1283, 1297, 1344, 1394, 1395, 1430, 1489, 1505, 1553 et 1580.

² Pour le texte de l'annexe B, tel que modifié, voir vol. 641, p. 415 (texte authentique français de l'annexe B à l'Accord, tel que modifié); vol. 731, p. 363 (traduction anglaise de l'annexe B à l'Accord, telle que modifiée); pour les faits ultérieurs à l'annexe B à l'Accord, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 12 à 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1107, 1161, 1162, 1259, 1279, 1283, 1297, 1344, 1395, 1489 et 1553.

MODIFICATIONS À L'ADR ADOPTÉES PAR LE GROUPE D'EXPERTS

1. Des modifications aux pages 1 et 3 du modèle de certificat de l'appendice B.6 ayant été adoptées - ces pages sont remplacées comme suit :

— "page 1

ADR CERTIFICAT DE FORMATION POUR LES
CONDUCTEURS DE VEHICULES TRANSPORTANT
DES MARCHANDISES DANGEREUSES :
en citernes 1/ | autres que citernes 1/

Certificat No

Signe distinctif de l'Etat délivrant
le certificat

Valable pour la ou les classes 1/ 2/

En citernes	Autres que citernes
1	1
2	2
3	3
4.1,4.2,4.3	4.1,4.2,4.3
5.1,5.2	5.1,5.2
6.1,6.2	6.1,6.2
7	7
8	8
9	9

Jusqu'au (date) 3/

1/ Biffer ce qui ne convient pas.

2/ Pour l'extension de la validité à d'autres classes, voir la page 3.

3/ Pour le renouvellement de la validité, voir la page 3.

"page 3

VALIDITE ETENDUE A

LA CLASSE OU AUX CLASSES 4/

En citernes	
1	
2	
3	Date
4.1, 4.2, 4.3	Signature et/ou
5.1, 5.2	timbre
6.1, 6.2
7	
8	
9	

Autres que citernes	
1	
2	
3	Date
4.1, 4.2, 4.3	Signature et/ou
5.1, 5.2	timbre
6.1, 6.2
7	
8	
9	

4/ Biffer ce qui ne convient pas. "

Textes authentiques des amendements : anglais et français.

Enregistré d'office le 29 janvier 1992.

N° 10716. CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE RELATIVE AUX BUREAUX À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS ET AUX CONTRÔLES EN COURS DE ROUTE. SIGNÉE À BERNE LE 28 SEPTEMBRE 1960¹

ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD² RELATIF À LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE, CONFIRMANT L'ARRANGEMENT RELATIF À LA CRÉATION D'UN BUREAU À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS À L'AÉRODROME DE BÂLE-MULHOUSE ET PORTANT DÉLIMITATION DES SECTEURS. PARIS, 26 MARS 1971

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 23 janvier 1992.

I

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

A l'Ambassade de Suisse, Paris

Paris, le 26 mars 1971

N° 1715/CA

Le Ministère des Affaires étrangères présente ses compliments à l'Ambassade de Suisse et, se référant à l'article 1^{er}, paragraphe 4, de la Convention entre la France et la Suisse du 28 septembre 1960 relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route³, a l'honneur de lui communiquer ce qui suit :

Le Gouvernement français a pris connaissance de l'Arrangement concernant la création à l'aéroport de Bâle-Mulhouse d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés et portant délimitation des secteurs.

Cet Arrangement, élaboré lors de la réunion à Bâle les 24 et 25 février et à Genève les 10 et 11 mars 1970, de la Commission mixte franco-suisse instituée par l'article 27, paragraphe 1^{er}, de la Convention susvisée, a la teneur suivante :

Vu la Convention entre la France et la Suisse du 28 septembre 1960 relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route ;

Vu la Convention franco-suisse du 4 juillet 1949 relative à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle-Mulhouse à Bloszheim⁴,

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 747, p. 83; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs n°s 12, 13, 15, 16, et 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1306, 1493, 1500, 1506, 1557 et 1559.

² Entré en vigueur le 16 avril 1971, conformément à l'article 6.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 747, p. 83.

⁴ *Ibid.*, vol. 1323, p. 81.

Article 1^{er}.

En ce qui concerne le contrôle des voyageurs et des marchandises en provenance de France et à destination de Suisse et inversement, il est créé un bureau à contrôles nationaux juxtaposés, en territoire français, à l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

Article 2.

1. Dans le présent Arrangement et pour leur délimitation, les secteurs correspondent à ceux de l'article 2, paragraphe 6, de la Convention du 4 juillet 1949.

2. En conséquence, on entend par :

Secteur suisse, le secteur affecté aux services suisses chargés du contrôle des voyageurs et marchandises en provenance ou à destination de la Suisse ;

Secteur français, le secteur affecté aux services français chargés du contrôle des voyageurs et marchandises en provenance ou à destination de la France ;

Secteur commun, le secteur englobant les pistes, affecté aux services généraux de l'aéroport et au trafic des voyageurs et marchandises.

Article 3.

1. Les secteurs définis à l'article 2 sont délimités sur les quinze plans ci-annexés qui font partie intégrante du présent Arrangement¹, à savoir :

1. Schéma d'implantation des constructions : n° 200 ;
2. Aérogare (sous-sol) : n° 1377-101 ;
3. Aérogare (niveau arrivée) : n° 1377-102 ;
4. Aérogare (niveau départ) : n° 1377-103 B ;
5. Aérogare (niveau transit) : n° 1377-104 ;
6. Aérogare (niveau restaurants) : n° 1377-105 ;
7. Aérogare (niveau administratif) : n° 1377-106 ;
8. Halle de fret (entrepôt - sous-sol) : n° 403-89-118 B ;
9. Halle de fret (rez-de-chaussée) : n° 403-89-119 J ;
10. Halle de fret (bureaux - sous-sol) : n° 413-89-110 K ;
11. Halle de fret (rez-de-chaussée) : n° 413-89-111 H ;
12. Halle de fret (1^{er} étage) : n° 413-89-112 E ;
13. Halle de fret (2^e étage) : n° 413-89-113 E ;
14. Halle de fret (3^e étage) : n° 413-89-114 D ;
15. Halle de fret (4^e étage) : n° 413-89-115 F.

¹ Les plans cités en annexe de l'arrangement ne sont pas annexés directement aux échanges de notes et ne constituent pas une partie intégrante de l'accord (renseignement fourni par le Gouvernement français).

2. Les différents secteurs sont représentés comme suit sur les plans repris ci-dessus :

Secteur suisse, en rouge ;
Secteur français, en bleu ;
Secteur commun, en vert.

3. Les limites des secteurs représentées en pointillé sur les plans n° 1377-102 et 1377-105 portent sur des emplacements susceptibles d'être temporairement affectés à un autre secteur selon les besoins du trafic.

4. Les plans cités au paragraphe premier seront affichés dans le secteur suisse.

Article 4.

1. La partie du secteur suisse actuellement affectée à l'aviation générale, aux bureaux de la Compagnie Balair, aux buffets de bord, à la cantine, à la cuisine et aux ateliers de réparation du matériel de piste de la Compagnie Swissair, ainsi que la route reliant ladite partie du secteur suisse au reste de ce secteur, revêtent un caractère provisoire, dans l'attente du transfert des activités énumérées ci-dessus dans les installations définitives dans le secteur suisse.

2. Lorsque ce transfert sera réalisé, il conviendra de procéder aux diverses modifications qu'il impliquera dans le corps du présent Arrangement.

Article 5.

1. La Direction régionale des douanes à Mulhouse et l'autorité de police française compétente, d'une part, la Direction du premier arrondissement des douanes suisses à Bâle et l'autorité de police suisse compétente, d'autre part, décident d'un commun accord :

— les affectations des emplacements visés au paragraphe 3 de l'article 3 ;

— les modifications de limites de secteurs qu'impliqueraient d'éventuels transferts de locaux à usage de bureau. Ces modifications devront faire l'objet d'un Echange de lettres entre les deux Présidents de délégation. Elles prévaudront sur les plans.

2. La Direction régionale des douanes à Mulhouse et la Direction du premier arrondissement des douanes suisses à Bâle fixent d'un commun accord les questions de détail après entente avec les administrations compétentes ainsi qu'avec le Conseil d'administration de l'aéroport.

3. Les agents responsables, en service, des administrations locales intéressées des deux Etats prennent d'un commun accord les mesures applicables sur l'heure ou pendant un court laps de temps, notamment pour aplanir les difficultés surgissant lors du contrôle.

Article 6.

Le présent Arrangement demeurera en vigueur aussi longtemps que la Convention susvisée du 4 juillet 1949 demeurera elle-même en vigueur.

Toutefois, chacun des deux Gouvernements pourra le dénoncer avec un préavis de six mois et cette dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant la date d'échéance du préavis. Les deux Gouvernements pourront, également, modifier le présent Arrangement d'un commun accord.

Le Ministère des Affaires étrangères est en mesure de faire savoir à l'Ambassade qu'il approuve les dispositions de cet Arrangement.

Le Ministère propose que la présente note et celle que l'Ambassade voudra bien lui adresser en réponse constituent, conformément à l'article premier, paragraphe 3, de la Convention susvisée du 28 septembre 1960, l'Accord entre les deux Gouvernements sur la confirmation de l'Arrangement relatif à la création dans l'aéroport de Bâle-Mulhouse, en territoire français, d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés et portant délimitation des secteurs. Il suggère que cet Accord entre en vigueur le 16 avril 1971.

Le Ministère des Affaires étrangères saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Suisse les assurances de sa haute considération.

G. C.

II

AMBASSADE DE SUISSE
EN FRANCE

Au Ministère des Affaires étrangères, Paris

L'Ambassade de Suisse présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères et a l'honneur d'accuser réception de sa note en date du 26 mars 1971 au sujet de la confirmation et la mise en vigueur de l'Arrangement concernant la création à l'aéroport de Bâle-Mulhouse d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés et portant délimitation des secteurs.

Cette note a la teneur suivante :

[Voir note I]

L'Ambassade a l'honneur de faire savoir au Ministère des Affaires étrangères que le Gouvernement suisse approuve les dispositions de cet Arrangement.

Dans ces conditions, la note précitée du Ministère des Affaires étrangères et la présente note de l'Ambassade de Suisse constituent, conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la Convention franco-suisse du 28 septembre 1960, l'Accord entre le Conseil fédéral et le Gouvernement français sur la confirmation de l'Arrangement relatif à la création à l'aéroport de Bâle-Mulhouse d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés et portant délimitation des secteurs, qui entre en vigueur le 16 avril 1971.

L'Ambassade de Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

Paris, le 26 mars 1971.

P. D.

ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD¹ RELATIF À LA CONVENTION DU 28 SEPTEMBRE 1960 ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE RELATIVE AUX BUREAUX À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS ET AUX CONTRÔLES EN COURS DE ROUTE², CONFIRMANT L'ARRANGEMENT RELATIF À LA CRÉATION DANS L'AÉROPORT DE GENÈVE-COINTRIN, EN TERRITOIRE SUISSE, D'UN BUREAU À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS. PARIS, 17 OCTOBRE 1977

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 23 janvier 1992.

I

AMBASSADE DE SUISSE

475.0

L'Ambassade de Suisse présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères et, se référant à l'article 1^{er}, paragraphe 4, de la Convention entre la Suisse et la France, du 28 septembre 1960, relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route², a l'honneur de lui communiquer ce qui suit :

La Commission mixte prévue à l'article 27 de la Convention précitée a adopté, le 28 janvier 1977 à Berne, un Arrangement concernant la création dans l'aéroport de Genève-Cointrin d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés. Cet Arrangement a la teneur suivante :

"Vu la Convention du 25 avril 1956 entre la Suisse et la France concernant l'aménagement de l'aéroport de Genève-Cointrin et la création de bureaux à contrôles nationaux juxtaposés à Ferney-Voltaire et à Genève-Cointrin,

Vu la Convention du 28 septembre 1960 entre la Suisse et la France, relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route,

Il est convenu de ce qui suit :

¹ Entré en vigueur le 17 octobre 1977 par l'échange desdites notes.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 747, P. 83.

Article premier

1. Un bureau à contrôles nationaux juxtaposés est créé, en territoire suisse, à l'aérogare principale et au centre d'aviation générale de l'aéroport de Genève-Cointrin, pour y effectuer le contrôle des voyageurs et des marchandises en provenance de la Suisse et à destination de la France ou inversement.

Les services français de douane et de police y procèdent également, dans les conditions fixées par la Convention du 28 septembre 1960, au contrôle des voyageurs et des marchandises en provenance d'un pays autre que la Suisse et à destination de la France ou inversement.

2. Les contrôles suisses et français d'entrée et de sortie effectués au centre d'aviation générale se limitent aux personnes ainsi qu'aux bagages et marchandises privés qu'elles transportent, à l'exclusion de tout trafic de marchandises à caractère commercial.

Article 2

La zone constituée dans l'aérogare principale est divisée en deux secteurs :

1. Un secteur utilisé en commun par les agents des deux Etats, comprenant :
 - a. Sur l'aire de trafic, la partie qui est destinée aux postes de stationnement nos 5, 6 et 7 réservés aux avions soumis aux contrôles et formalités français d'entrée ou de sortie. Ce secteur a une longueur de 225 m et une largeur de 100 m. La longueur est mesurée à partir de la

paroi sud-ouest du pavillon de départ no 5 en direction du secteur affecté aux agents français. La largeur est mesurée à partir de la façade nord-ouest de l'aérogare;

- b. A l'intérieur de l'aérogare, le couloir entrée et sortie des bagages jusqu'à la hauteur des piliers de soutènement au centre de la salle de manutention des bagages, y compris les trois travées jouxtant le secteur français et matérialisé sur le sol par une bande jaune;
 - c. La terrasse longeant la façade sud-est du secteur français fermée à chacune de ses extrémités par une clôture métallique avec porte à serrure;
2. Un secteur réservé aux agents français, comprenant :
- a. Au niveau de la piste :
 - tout l'intérieur de l'aile nord-est du bâtiment, délimitée
 - au sud-ouest par les parois nord-est de la salle de manutention des bagages de soute et du couloir accédant à l'aire de stationnement des avions;
 - au sud-est par la paroi placée derrière le guichet d'exportation des douanes suisses, y compris l'escalier permettant d'accéder à la salle de transit international;
 - la cour et la route douanière jusqu'à la frontière politique, y compris la halle marchandise érigée sous la passerelle conduisant au pavillon "gros-porteurs", à côté du pavillon départ no 12.

b. Au niveau arrivée :

- l'escalier dans l'angle sud-est du bâtiment, le couloir et les locaux desservis par ce couloir;
- l'escalier permettant aux voyageurs de quitter les emplacements de contrôle français "sortie de France", y compris le dégagement au bas de l'escalier jusqu'au poteau central érigé dans l'alignement de la paroi sud-est de la galerie passagers provenant du pavillon no 12.

Article 3

La zone constituée dans le centre d'aviation générale est divisée en deux secteurs :

1. Un secteur utilisé en commun par les agents des deux Etats comprenant, sur l'aire de trafic, les emplacements de stationnement et d'évolution des avions au sol, délimités par le grillage extérieur et par une bande jaune ;
2. Un secteur réservé aux agents français, comprenant le local situé dans l'angle ouest du rez-de-chaussée du bâtiment administratif.

Article 4

1. Cinq plans de la zone, sur lesquels est teinté en rouge le secteur utilisé en commun et en bleu le secteur réservé aux agents français, font partie intégrante de l'Arrangement¹.

¹ Les plans cités en annexe de l'arrangement ne sont pas annexés directement aux échanges de notes et ne constituent pas une partie intégrante de l'accord (renseignement fourni par le Gouvernement français).

2. Si un avion soumis aux contrôles et formalités français d'entrée ou de sortie devait stationner exceptionnellement en dehors des aires délimitées aux articles 2 et 3, la surface occupée par l'avion, ainsi que le cheminement venant du secteur affecté aux agents français ou y conduisant, sont considérés, pour la durée du stationnement, comme parties de la zone.

Article 5

Les agents des douanes suisses peuvent, en accord avec les douanes françaises, se rendre dans la cour douanière du secteur français et y prendre les mesures nécessaires contre toute fraude lors des passages en transit prévus à l'article 22 de la Convention du 25 avril 1956.

Article 6

En ce qui concerne le centre d'aviation générale :

1. Les agents des services français chargés du contrôle peuvent utiliser le tronçon ouest de la route périphérique intérieure à l'enceinte de l'aéroport pour se rendre du secteur français, situé dans le bâtiment principal de l'aérogare, au centre d'aviation générale, ou pour en revenir, ainsi que pour escorter toute personne qui viendrait à être arrêtée, ou pour transporter toute marchandise en provenance ou à destination du centre d'aviation générale; les transports sont effectués au moyen de véhicules officiels de la direction de l'aéroport et sont réputés exécutés dans la zone.

2. En outre, les agents des services français chargés du contrôle, qui vont prendre leur service dans la zone ou qui en reviennent après l'avoir terminé, peuvent emprunter la route hors de l'enceinte de l'aéroport, qui, du centre d'aviation générale, conduit à Ferney-Voltaire, en passant par le bureau de douane suisse de Mategnin.

Article 7

La répartition des frais d'entretien des constructions ainsi que des frais de chauffage, de climatisation, d'éclairage et de nettoyage des locaux et installations, s'effectue sur la base de l'article 26 de la Convention franco-suisse concernant l'aménagement de l'aéroport de Genève-Cointrin, du 25 avril 1956.

Article 8

1. La Direction du VI^e arrondissement des douanes suisses à Genève et l'autorité de police suisse compétente, d'une part, et la Direction régionale des douanes françaises à Lyon et l'autorité française de police compétente, d'autre part, règlent, d'un commun accord, les questions de détail, en particulier le déroulement du trafic, d'entente avec la Direction de l'aéroport et, le cas échéant, avec les autres administrations et services intéressés.

2. Les agents responsables, en service, des administrations locales intéressées des deux Etats prennent, d'un commun accord, les mesures applicables sur l'heure ou pendant un court laps de temps, notamment pour aplanir les difficultés susceptibles de surgir lors des contrôles.

Article 9

1. Le présent Arrangement abroge celui du 5/11 novembre 1959, relatif à l'aménagement d'un secteur provisoire affecté aux services français à l'aéroport de Genève-Cointrin.

2. Le présent Arrangement pourra être dénoncé par chacun des deux Gouvernements avec un préavis de six mois. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant la date d'échéance du préavis."

Le Conseil fédéral suisse a approuvé les dispositions de cet Arrangement.

Si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément du Gouvernement français, la présente note et celle que le Ministère voudra bien adresser en réponse à l'Ambassade, constitueront, conformément à l'article 1er, paragraphes 3 et 4, de la Convention du 28 septembre 1960, l'accord entre les deux Gouvernements concernant la création dans l'aéroport de Genève-Cointrin d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés. L'Ambassade propose que cet Arrangement entre en vigueur à la date de ce jour.

L'Ambassade de Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères les assurances de sa haute considération.

Paris, le 17 octobre 1977

Au Ministère des Affaires Etrangères
Paris

II

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 octobre 1977

Le Ministère des Affaires Étrangères présente ses compliments à l'Ambassade de Suisse et a l'honneur d'accuser réception de sa note en date du 17 octobre 1977 dont la teneur est la suivante :

[Voir note I]

Le Ministère a l'honneur de faire savoir à l'Ambassade que le Gouvernement français approuve les dispositions de cet Arrangement ainsi que la proposition de l'Ambassade relative à son entrée en vigueur.

Dans ces conditions la note précitée de l'Ambassade et la présente note constitueront, conformément à l'article 1er, paragraphe 3, de la Convention du 28 septembre 1960, l'Accord entre le Gouvernement français et le Conseil fédéral suisse sur l'Arrangement concernant la création dans l'aéroport de Genève-Cointrin d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés. Cet arrangement entrera en vigueur à la date de ce jour./.

Le Ministère des Affaires Étrangères saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Suisse les assurances de sa haute considération.

Ambassade de Suisse
Paris

ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD¹ RELATIF À LA CONVENTION DU 28 SEPTEMBRE 1960 ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE RELATIVE AUX BUREAUX À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS ET AUX CONTRÔLES EN COURS DE ROUTE, MODIFIANT L'ÉCHANGE DE NOTES DU 26 MARS 1971² CONFIRMANT L'ARRANGEMENT RELATIF À LA CRÉATION D'UN BUREAU À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS À L'AÉRODROME DE BÂLE-MULHOUSE ET PORTANT DÉLIMITATION DES SECTEURS. PARIS, 17 OCTOBRE 1977

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 23 janvier 1992.

I

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 octobre 1977

Le Ministère des Affaires Étrangères présente ses compliments à l'Ambassade de Suisse et, se référant à l'article 1er, paragraphe 4, de la Convention entre la France et la Suisse du 28 septembre 1960³, relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route, a l'honneur de lui communiquer ce qui suit :

Le Gouvernement français a pris connaissance des modifications apportées à l'article 1er de l'Arrangement relatif à la création d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, et portant délimitation des secteurs, arrangement qui a fait l'objet d'un échange de notes franco-suisse en date du 26 mars 1971². Ces modifications, adoptées à Berne le 28 janvier 1977 par la Commission mixte franco-suisse prévue à l'article 27, paragraphe 1er, de la Convention précitée, ont la teneur suivante :

"Arrangement du 26 mars 1971 relatif à la création, à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés et portant délimitation des secteurs."

L'article premier de cet arrangement est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

¹ Entré en vigueur le 17 octobre 1977, conformément aux dispositions desdites notes.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 747, p. 83.

³ Voir p. 476 du présent volume.

***Article premier**

Un bureau à contrôles nationaux juxtaposés est créé, en territoire français, à l'aéroport de Bâle-Mulhouse pour y effectuer le contrôle des voyageurs et des marchandises en provenance de la France et à destination de la Suisse ou inversement.

Les services suisses de douane et de police y procèdent également, dans les conditions fixées par la Convention du 28 septembre 1960, au contrôle des voyageurs et des marchandises en provenance d'un pays autre que la France et à destination de la Suisse ou inversement."

Le Gouvernement français a approuvé les modifications ci-dessus.

Si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément du Conseil fédéral suisse, la présente note et celle que l'Ambassade voudra bien adresser en réponse au Ministère des Affaires Etrangères, constitueront, conformément à l'article 1er, paragraphes 3 et 4, de la Convention du 28 septembre 1960, l'accord entre les deux Gouvernements sur les modifications apportées à l'Echange de notes franco-suisse du 26 mars 1971 (entré en vigueur le 16 avril 1971) relatif à la création d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, et portant délimitation des secteurs. Le Ministère propose que ces modifications entrent en vigueur à la date de ce jour./.

Le Ministère des Affaires Etrangères saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Suisse les assurances de sa haute considération.

Ambassade de Suisse
Paris

II

AMBASSADE DE SUISSE

475.0

L'Ambassade de Suisse présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères et a l'honneur d'accuser réception de sa note en date du 17 octobre 1977 dont la teneur est la suivante :

[Voir note I]

L'Ambassade de Suisse a l'honneur de faire savoir au Ministère des Affaires Etrangères que le Conseil fédéral suisse approuve ces modifications ainsi que la proposition du Ministère relative à leur entrée en vigueur. Dans ces conditions, la note précitée du Ministère des Affaires Etrangères et la présente note constitueront, conformément à l'article 1er, paragraphes 3 et 4, de la Convention du 28 septembre 1960, l'accord entre les deux Gouvernements sur les modifications apportées à l'Echange de notes franco-suisse du 26 mars 1971 (entré en vigueur le 16 avril 1971) relatif à la création d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés à l'aéroport de Bâle-Mulhouse et portant délimitation des secteurs. Ces modifications entreront en vigueur à la date de ce jour.

L'Ambassade de Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères l'assurance de sa haute considération.

Paris, le 17 octobre 1977

Au Ministère des Affaires Etrangères
Paris

ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD¹ RELATIF À LA CONVENTION DU 28 SEPTEMBRE 1960 ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE RELATIVE AUX BUREAUX À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS ET AUX CONTRÔLES EN COURS DE ROUTE², CONFIRMANT L'ARRANGEMENT RELATIF À LA CRÉATION SUR LA VOIE DIRECTE RELIANT LES LABORATOIRES I ET II DE L'ORGANISATION EUROPÉENNE POUR LA RECHERCHE NUCLÉAIRE, EN TERRITOIRE FRANÇAIS, D'UN BUREAU À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS. PARIS, 17 OCTOBRE 1977

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 23 janvier 1992.

I

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 17 octobre 1977

Le Ministère des Affaires Etrangères présente ses compliments à l'Ambassade de Suisse et, se référant à l'article 1er, paragraphe 4, de la Convention entre la France et la Suisse du 28 septembre 1960, relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route², a l'honneur de lui communiquer ce qui suit:

Le Gouvernement français a pris connaissance de l'Arrangement concernant la création sur la voie directe reliant les Laboratoires I et II de l'Organisation Européenne pour la recherche nucléaire d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés. Cet Arrangement, adopté à Berne le 28 janvier 1977 par la Commission mixte franco-suisse prévue à l'article 27, paragraphe 1er, de la Convention précitée, a la teneur suivante :

"Arrangement concernant la création sur la voie directe reliant les laboratoires I et II de l'Organisation Européenne pour la recherche nucléaire d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés.

Vu la Convention du 28 septembre 1960 entre la Suisse et la France, relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route

Vu la Convention franco-suisse du 13 septembre 1965 relative à l'extension en territoire français du domaine de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire³.

¹ Entré en vigueur le 17 octobre 1977, conformément aux dispositions desdites notes.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 747, p. 83.

³ *Ibid.*, vol. 689, p. 61.

Vu l'accord du 16 juin 1972 entre le Gouvernement français et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, relatif au statut juridique de ladite Organisation en France¹.

Vu l'échange de lettres des 18 juin et 5 juillet 1973² relatif à l'application de la Convention franco-suisse susmentionnée du 13 septembre 1965.

Vu l'échange de lettres des 17 août et 3 septembre 1973 entre le Gouvernement français et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire.

Vu l'échange de lettres des 13 juillet et 21 août 1973 entre le Gouvernement suisse et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire sur l'établissement d'un passage unique entre les différentes installations de l'organisation.

Il est convenu de ce qui suit :

Article 1er

1) Un bureau à contrôles nationaux juxtaposés est créé, en territoire français, sur la voie directe reliant les laboratoires I et II de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (C.E.R.N.).

2) Les contrôles français et suisses concernant le mouvement des personnes et des biens entre les deux parties du C.E.R.N. sont effectués à ce bureau.

Article 2

1) La zone située au sud du tunnel passant sous la route nationale n° 84, comprend :

a. Un secteur teinté en rouge sur le plan n° 1 annexé, utilisé en commun par les administrations des deux Etats, qui englobe une aire de contrôle délimitée par :

- le portail aménagé dans la clôture basse du laboratoire I à l'extrémité sud de la voie directe reliant les deux laboratoires ;
- une ligne droite parallèle à ce portail, traversant la voie directe à 27 mètres au nord dudit portail ;

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 871, p. 209.

² *Ibid.*, vol. 930, p. 217.

- les limites latérales est et ouest de cette voie directe entre les lignes définies ci-dessus et matérialisées par la clôture basse du laboratoire I.

b. Un secteur réservé aux agents suisses, teinté en bleu sur le plan n° 2 annexé, qui consiste en un local de service dans le bâtiment de contrôle.

2) Les plans n° 1 et 2 annexés font partie intégrante du présent arrangement¹.

Article 3

1) Les agents des deux états ont en tout temps le droit de se rendre à la zone ou d'en revenir, en utilisant le cheminement tracé en vert sur le plan n° 1 annexé. L'article VII de la Convention du 13 septembre 1965 relative à l'extension en territoire français du domaine du C.E.R.N. demeure applicable.

2) En cas d'arrestation ou de saisie de biens, les agents suisses ont le droit d'escorter toute personne arrêtée et de transporter tout bien saisi en utilisant la portion du cheminement prévu au premier alinéa, située sur territoire français. Ces opérations sont réputées exécutées dans la zone.

Article 4

1) La Direction Régionale des Douanes françaises à Lyon et l'autorité française de police compétente, d'une part, et la Direction du VIème Arrondissement des Douanes à Genève et l'autorité suisse de police compétente, d'autre part, règlent les questions de détail.

2) Les agents responsables, en service, des administrations locales intéressées des deux Etats, prennent, d'un commun accord, les mesures applicables sur l'heure ou pendant un court laps de temps, notamment pour aplanir les difficultés susceptibles de surgir lors des contrôles.

¹ Les plans cités en annexe de l'arrangement ne sont pas annexés directement aux échanges de notes et ne constituent pas une partie intégrante de l'accord (renseignement fourni par le Gouvernement français).

Article 5

Le présent arrangement pourra être dénoncé par chacun des deux Gouvernements moyennant un préavis de 6 mois. La dénonciation prendra effet le 1er jour du mois suivant la date d'échéance du préavis."

Si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément du Conseil fédéral suisse, la présente note et celle que l'Ambassade voudra bien adresser en réponse au Ministère des Affaires Etrangères constitueront, conformément à l'article 1er, paragraphes 3 et 4, de la Convention du 28 septembre 1960, l'Accord entre les deux Gouvernements concernant la création sur la voie directe reliant les laboratoires I et II de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés. Le Ministère propose que cet Arrangement entre en vigueur à la date de ce jour./.

Le Ministère des Affaires Etrangères saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Suisse les assurances de sa haute considération.

Ambassade de Suisse
Paris

II

AMBASSADE DE SUISSE

475.0

L'Ambassade de Suisse présente ses compliments au Ministère des Affaires Etrangères et a l'honneur d'accuser réception de sa note en date du 17 octobre 1977 dont la teneur est la suivante :

[Voir note I]

L'Ambassade de Suisse a l'honneur de faire savoir au Ministère des Affaires Etrangères que le Conseil fédéral suisse approuve les dispositions de cet Arrangement ainsi que la proposition du Ministère relative à leur entrée en vigueur. Dans ces conditions, la note précitée du Ministère des Affaires Etrangères et la présente note constitueront, conformément à l'article 1er, paragraphes 3 et 4, de la Convention du 28 septembre 1960, l'accord entre les deux Gouvernements concernant la création sur la voie directe reliant les laboratoires I et II de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés. Cet Arrangement entrera en vigueur à la date de ce jour.

L'Ambassade de Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires Etrangères l'assurance de sa haute considération.

Paris, le 17 octobre 1977

Ministère des Affaires Etrangères
Paris

ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD¹ RELATIF À LA CONVENTION DU 28 SEPTEMBRE 1960 ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE RELATIVE AUX BUREAUX À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS ET AUX CONTRÔLES EN COURS DE ROUTE², CONFIRMANT L'ARRANGEMENT RELATIF À LA CRÉATION D'UN BUREAU À CONTRÔLES NATIONAUX, JUXTAPOSÉS SUR LA ROUTE RELIANT ALLSCHWIL À HEGENHEIM. PARIS, 23 JUIN ET 25 SEPTEMBRE 1981

Texte authentique : français.

Enregistré par France le 23 janvier 1992.

I

AMBASSADE DE SUISSE

475.0

L'Ambassade de Suisse présente ses compliments au Ministère des Relations Extérieures et, se référant à l'article 1er, chiffre 4, de la Convention entre la Suisse et la France du 28 septembre 1960 relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route², a l'honneur de lui communiquer ce qui suit:

La Commission mixte prévue à l'article 27 de la Convention précitée a adopté, le 12 décembre 1980, à Lyon, un Arrangement concernant la création sur la route Allschwil - Hegenheim d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés.

Cet Arrangement a la teneur suivante:

"Vu la Convention entre la Suisse et la France du 28 septembre 1960, relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route, il est convenu de ce qui suit:

¹ Entré en vigueur le 25 septembre 1981, date de la note de réponse, conformément aux dispositions desdites notes.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 747, p. 83.

Article 1

1. Un bureau à contrôles nationaux juxtaposés est créé, en territoire suisse, sur la route d'Allschwil à Hegenheim.
2. Les contrôles suisses et français d'entrée et de sortie dans les trafics de frontière et des voyageurs sont effectués à ce bureau.

Article 2

1. La zone comprend:
 - a) Un secteur utilisé en commun par les agents des deux Etats englobant:
 - une portion de territoire délimitée
au nord ouest par la frontière nationale,
au nord-est par la limite nord-est du trottoir,
au sud-est par une ligne droite prolongeant le bord sud-est de la plate-forme du pont bascule et traversant la chaussée et les deux trottoirs,
au sud-ouest par la limite sud-ouest du trottoir;
 - dans le pavillon sur l'flot central : le local commun de vérification.
 - b) Un secteur réservé aux agents français, comportant les deux bureaux français dans le pavillon de service douanier.
2. Les plans de la zone sur lesquels le secteur utilisé en commun est teinté de rouge, le secteur réservé aux agents français en bleu, font partie intégrante de l'arrangement¹.

¹ Les plans cités en annexe de l'arrangement ne sont pas annexés directement aux échanges de notes et ne constituent pas une partie intégrante de l'accord (renseignement fourni par le Gouvernement français).

Article 3

1. La Direction du 1er arrondissement des douanes suisses à Bâle, d'une part, et la Direction régionale des douanes françaises à Mulhouse et l'autorité française de police compétente, d'autre part, fixent, d'un commun accord, les questions de détail.
2. Les agents responsables, en service, des administrations locales intéressées des deux Etats prennent, d'un commun accord, les mesures applicables sur l'heure ou pendant un court laps de temps, notamment pour aplanir les difficultés surgissant lors du contrôle.

Article 4

La Direction du 1er arrondissement des douanes à Bâle et la Direction régionale des douanes à Mulhouse fixent les indemnités dues pour l'utilisation des locaux mis à la disposition des agents français; elles fixent aussi la répartition des frais de chauffage, d'éclairage, de nettoyage, etc., se rapportant aux locaux et installations douanières utilisés par les bureaux des deux Etats. .

Article 5

Le présent Arrangement pourra être dénoncé par chacun des deux gouvernements avec un préavis de six mois. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant la date d'échéance du préavis".

Le Conseil fédéral a approuvé l'Arrangement ci-dessus.

Si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément du Gouvernement français, la présente note et celle que le Ministère voudra bien adresser en réponse à l'Ambassade, constitueront, conformément à l'article 1er, chiffre 3 et 4 de la Convention du 28 septembre 1960, l'Arrangement entre les deux Gouvernements concernant la création sur la route Allschwil-Hegenheim d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés. Cet Arrangement entrera en vigueur à la date que portera la note française.

L'Ambassade de Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Relations Extérieures les assurances de sa haute considération.

Paris le 23 juin 1981

Ministère des Relations Extérieures
Paris

II

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le

Le Ministère des relations extérieures présente ses compliments à l'Ambassade de Suisse et a l'honneur d'accuser réception de sa note du 23 juin 1981 dont le teneur est la suivante :

[Voir note I]

Le Ministère a l'honneur de faire savoir à l'Ambassade que le Gouvernement français approuve les dispositions de cet Arrangement.

Dans ces conditions, la note précitée de l'Ambassade de Suisse et la présente note constitueront, conformément à l'article 1er, chiffres 3 et 4 de la Convention du 28 septembre 1960, l'accord entre le Gouvernement français et le Conseil fédéral suisse concernant la création sur la route Allschwil - Hegenheim d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés.

Cet Arrangement entre en vigueur à la date de ce jour.

Le Ministère des relations extérieures saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Suisse les assurances de sa haute considération./.

Ambassade de Suisse
Paris

ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD¹ RELATIF À LA CONVENTION DU 28 SEPTEMBRE 1960 ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE RELATIVE AUX BUREAUX À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS ET AUX CONTRÔLES EN COURS DE ROUTE², CONFIRMANT L'ARRANGEMENT RELATIF AU STATUT DE LA HALLE DE FRET, DITE F.L.F., À L'AÉROPORT DE BÂLE-MULHOUSE. PARIS, 12 AOÛT 1982

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 23 janvier 1992.

I

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 12 août 1982

Le Ministère des relations extérieures présente ses compliments à l'Ambassade de Suisse et, se référant à l'article 1er, paragraphe 4 de la Convention franco-suisse du 28 septembre 1960 relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route², a l'honneur de lui communiquer ce qui suit :

Le Gouvernement français a pris connaissance de l'Arrangement administratif relatif au statut de la halle de fret, dite F.L.F., à l'aéroport de Bâle-Mulhouse. Cet Arrangement, adopté à Berne le 10 novembre 1981 par la Commission mixte franco-suisse prévue à l'article 27 de la Convention précitée, a la teneur suivante :

"Vu la Convention entre la France et la Suisse du 28 septembre 1960 relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route,

Vu la Convention franco-suisse du 4 juillet 1949 relative à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle-Mulhouse à Blotzheim³,

Vu l'Arrangement franco-suisse du 26 mars 1971 relatif à la création d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés à l'aérodrome de Bâle-Mulhouse et portant délimitation des secteurs⁴, modifié par l'Avenant du 17 octobre 1977⁵.

ARTICLE 1er - Le présent Arrangement concerne le rez-de-chaussée de la halle de fret (dite halle F.L.F.), y compris le parc contigu de stationnement des camions (mais non compris celui des remorques et son prolongement permettant

¹ Entré en vigueur le 12 août 1982, conformément aux dispositions desdites notes.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 747, p. 83.

³ *Ibid.*, vol. 1323, p. 81.

⁴ Voir p. 476 du présent volume.

⁵ Voir p. 489 du présent volume.

l'accès au sous-sol de la halle) situés dans le secteur commun de l'aéroport et rayés en rouge et bleu sur fond vert sur le plan 16 ci-annexé¹.

ARTICLE 2 - Dans cette halle, les services des douanes françaises et suisses exercent leurs contrôles d'entrée et de sortie sous le régime de la juxtaposition.

Ils se prêtent, dans toute la mesure du possible, assistance dans l'exercice de leurs fonctions pour régler le déroulement des contrôles respectifs et empêcher tout détournement des marchandises.

ARTICLE 3 - La Direction Régionale des Douanes à Mulhouse, d'une part, et la Direction du 1er arrondissement des Douanes suisses à Râle, d'autre part, fixent d'un commun accord les questions de détail après entente avec les autorités compétentes.

ARTICLE 4 - Le présent Arrangement constitue un complément aux Arrangements conclus entre la Suisse et la France les 26 mars 1971 et 17 octobre 1977 relatifs à la création à l'aéroport de Bâle-Mulhouse d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés et portant délimitation des secteurs.

ARTICLE 5 - Le présent Arrangement demeurera en vigueur aussi longtemps que la Convention susvisée du 4 juillet 1949 demeure elle-même en vigueur. Toutefois, chacun des deux Gouvernements pourra le dénoncer avec un préavis de six mois et cette dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant la date d'échéance du préavis.

Les deux Gouvernements pourront, également, modifier le présent Arrangement d'un commun accord."

Si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément du Conseil Fédéral, la présente note et celle que l'Ambassade voudra bien adresser en réponse au Ministère constitueront, conformément à l'article 1er, paragraphes 3 et 4, de la Convention du 28 septembre 1960, l'Accord entre les deux Gouvernements sur le statut de la halle de fret, dite halle F.L.F., à l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

Le Ministère propose que cet Arrangement entre en vigueur le 12 août 1982.

¹ Les plans cités en annexe de l'arrangement ne sont pas annexés directement aux échanges de notes et ne constituent pas une partie intégrante de l'accord (renseignement fourni par le Gouvernement français).

Le Ministère des relations extérieures saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Suisse les assurances de sa haute considération.

Ambassade de Suisse
Paris

II

AMBASSADE DE SUISSE

L'Ambassade de Suisse présente ses compliments au Ministère des Relations Extérieures et a l'honneur d'accuser réception de sa note en date du 12 août 1982 dont la teneur est la suivante:

[Voir note I]

L'Ambassade a l'honneur de faire savoir au Ministère que le Conseil Fédéral suisse approuve les dispositions de cet Arrangement ainsi que la proposition du Ministère relative à leur entrée en vigueur. Dans ces conditions, la note précitée du Ministère des Relations Extérieures et la présente note constituent, conformément à l'article 1er, paragraphes 3 et 4 de la Convention du 28 septembre 1960, l'Accord entre les deux Gouvernements concernant le statut de la halle de fret dite halle F.L.F de l'aéroport de Bâle-Mulhouse. Cet Arrangement entrera en vigueur à la date de ce jour.

L'Ambassade de Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Relations Extérieures l'assurance de sa haute considération.

Paris, le 12 août 1982

Ministère des Relations Extérieures
Paris

ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD¹ RELATIF À LA CONVENTION DU 28 SEPTEMBRE 1960 ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE RELATIVE AUX BUREAUX À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS ET AUX CONTRÔLES EN COURS DE ROUTE², CONFIRMANT L'ARRANGEMENT DU 10 NOVEMBRE 1981 RELATIF À LA CRÉATION DANS L'AÉROPORT DE GENÈVE-COINTRIN, EN TERRITOIRE SUISSE, D'UN BUREAU À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS. PARIS, 29 AOÛT 1983

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 23 janvier 1992.

I

AMBASSADE DE SUISSE

L'Ambassade de Suisse présente ses compliments au Ministère des Relations Extérieures et, se référant à l'article 1er, paragraphe 4, de la Convention entre la Suisse et la France du 28 septembre 1960, relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route², a l'honneur de lui communiquer ce qui suit:

La commission mixte prévue à l'article 27 de la Convention précitée a adopté, le 10 novembre 1981 à Berne, des modifications à apporter aux articles 2, 3 alinéa 1, 4 alinéa 1 et 9 alinéa 1 de l'échange de notes du 17 octobre 1977 relatif à la création dans l'aéroport de Genève-Cointrin d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés. Compte tenu desdites modifications, l'Arrangement a la teneur suivante:

"Vu la Convention du 25 avril 1956 entre la Suisse et la France concernant l'aménagement de l'aéroport de Genève-Cointrin et la création de bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route, il est convenu de ce qui suit:

¹ Entré en vigueur le 29 août 1983, conformément aux dispositions desdites notes.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 747, p. 83.

Article premier

- 1 Un bureau à contrôles nationaux juxtaposés est créé en territoire suisse, à l'aérogare principale et au centre d'aviation générale de l'aéroport de Genève-Cointrin, pour y effectuer le contrôle des voyageurs et des marchandises en provenance de la Suisse et à destination de la France ou inversement.

Les services français de douane et de police y procèdent également, dans les conditions fixées par la Convention du 28 septembre 1960, au contrôle des voyageurs et des marchandises en provenance d'un pays autre que la Suisse et à destination de la France ou inversement.

2 Les contrôles suisses et français d'entrée et de sortie effectués au centre d'aviation générale se limitent aux personnes ainsi qu'aux bagages et marchandises privés qu'elles transportent, à l'exclusion de tout trafic de marchandises à caractère commercial.

ARTICLE 2

La zone constituée dans l'aérogare principale est divisée en deux secteurs :

1.- Un secteur utilisé en commun par les agents des deux Etats, comprenant :

a) Sur l'aire de trafic, selon plan n° 1 annexé¹ :

- Les postes de stationnement n°5, 6 et 7 réservés aux avions soumis aux formalités et contrôles français d'entrée ou de sortie. Ce secteur a une longueur de 225 m. et une largeur de 100 m. mesurées respectivement à partir de l'angle de la façade sud-ouest du pavillon " gros porteurs " et de la façade de l'aérogare donnant sur la piste. Ce secteur est délimité et matérialisé par marquage sur le sol ;

Les postes de stationnement n°14, 15 ou 16, ainsi que les cheminements correspondants, lorsqu'un " gros porteur "

¹ Les plans cités en annexe de l'arrangement ne sont pas annexés directement aux échanges de notes et ne constituent pas une partie intégrante de l'accord (renseignement fourni par le Gouvernement français).

est soumis aux formalités et contrôles français d'entrée ou de sortie. Ce secteur a une longueur de 225 m. et une largeur de 100 m. mesurées respectivement à partir de l'angle de la façade nord-est du pavillon " gros porteurs " et de la galerie passagers y donnant accès. Ces postes de stationnement 14, 15 et 16 sont délimités et matérialisés par marquage sur le sol.

b) A l'intérieur de l'aérogare, le couloir entrée et sortie des bagages jusqu'à hauteur des piliers de soutènement dans la salle de manutention des bagages, y compris les trois travées jouxtant le secteur affecté aux agents français. Il est délimité sur le plan n° 2 annexé et matérialisé par marquage sur le sol.

2. Un secteur affecté aux agents français comprenant :

a) Au niveau de la piste :

- l'intérieur de l'aile nord-est de l'aérogare délimitée sur le plan n° 2 annexé ;
- la cour et la route douanière jusqu'à la frontière politique, y compris le local marchandises situé sous la passerelle conduisant au pavillon " gros porteurs", à côté du pavillon de départ n° 12.

b) Au niveau de l'arrivée, l'escalier permettant aux voyageurs de quitter les emplacements de contrôle français " sortie de France ", y compris le dégagement au bas de l'escalier jusqu'au pilier central érigé dans l'alignement de la paroi sud-est de la galerie passagers provenant du pavillon n° 12, et matérialisé par marquage sur le sol.

ARTICLE 3

La zone constituée dans le centre d'aviation générale est divisée en deux secteurs.

1. Un secteur utilisé en commun par les agents des deux Etats comprenant l'ensemble de l'aire de trafic délimitée sur le plan n° 1 annexé et matérialisé par marquage sur le sol ;

2. Un secteur réservé aux agents français, comprenant le local situé dans l'angle ouest du rez-de-chaussée du bâtiment administratif.

Article 4

- 1 Deux plans de la zone, numérotés 1 et 2, font partie intégrante de l'Arrangement.
- 2 Si un avion soumis aux contrôles et formalités français d'entrée ou de sortie devait stationner exceptionnellement en dehors des aires délimitées aux articles 2 et 3, la surface occupée par l'avion, ainsi que le cheminement venant du secteur affecté aux agents français ou y conduisant, sont considérés, pour la durée du stationnement, comme parties de la zone.

Article 5

Les agents des douanes suisses peuvent, en accord avec les douanes françaises, se rendre dans la cour douanière du secteur français et y prendre les mesures nécessaires contre toute fraude lors des passages en transit prévus à l'article 22 de la Convention du 25 avril 1956.

Article 6

En ce qui concerne le centre d'aviation générale:

1. Les agents des services français chargés du contrôle peuvent utiliser le tronçon ouest de la route périphérique intérieure à l'enceinte de l'aéroport pour se rendre du secteur français, situé dans le bâtiment principal de l'aérogare, au centre d'aviation générale, ou pour en revenir, ainsi que pour escorter toute personne qui viendrait à être arrêtée, ou pour transporter toute marchandise en provenance ou à destination du centre d'aviation générale; les transports sont effectués au moyen de véhicules officiels de la direction de l'aéroport et sont réputés exécutés dans la zone.
2. En outre, les agents des services français chargés du contrôle qui vont prendre leur service dans la zone ou qui en reviennent après l'avoir terminé, peuvent emprunter la route hors de l'enceinte de l'aéroport qui, du centre d'aviation générale, conduit à Ferney-Voltaire, en passant par le bureau de douane suisse de Nategnin.

Article 7

La répartition des frais d'entretien des constructions ainsi que des frais de chauffage, de climatisation, d'éclairage et de nettoyage des locaux et installations, s'effectue sur la base de l'article 26 de la Convention franco-suisse concernant l'aménagement de l'aéroport de Genève-Cointrin, du 25 avril 1956.

Article 8

- 1 La Direction du VI^e arrondissement des douanes suisses à Genève et l'autorité de police suisse compétente, d'une part, et la Direction régionale des douanes françaises à Lyon et l'autorité française de police compétente, d'autre part, règlent d'un commun accord les questions de détail, en particulier le déroulement du trafic, d'entente avec la Direction de l'aéroport et, le cas échéant, avec les autres administrations et services intéressés.
- 2 Les agents responsables, en service, des administrations intéressées des deux Etats prennent, d'un commun accord, les mesures applicables sur l'heure ou pendant un court laps de temps, notamment pour éplanir les difficultés susceptibles de surgir lors des contrôles.

Article 9

- 1 Le présent Arrangement abroge celui du 17 octobre 1977 relatif à la création dans l'aéroport de Genève-Cointrin d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés¹.
- 2 Le présent Arrangement pourra être dénoncé par chacun des deux gouvernements avec un préavis de six mois. La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant la date de l'échéance du préavis.

¹ Voir p. 481 du présent volume.

Le Conseil fédéral suisse a approuvé les dispositions de cet Arrangement. Si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément du Gouvernement français, la présente note et celle que le Ministère voudra bien adresser en réponse à l'Ambassade constitueront, conformément à l'article 1er, paragraphes 3 et 4 de la Convention du 22 septembre 1960, l'accord entre les deux Gouvernements concernant la création dans l'aéroport de Genève-Cointrin d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés. L'Ambassade propose que cet Arrangement entre en vigueur à la date de ce jour.

L'Ambassade de Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Relations Extérieures les assurances de sa haute considération.

Paris, le 29 août 1983

JACQUES REVERDIN

Ministère des Relations Extérieures
Paris

II

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
LE DIRECTEUR DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER
ET DES ÉTRANGERS EN FRANCE

Paris, le 29 août 1983

Le Ministère des Relations Extérieures présente ses compliments à l'Ambassade de Suisse et a l'honneur d'accuser réception de sa note en date du 29 août 1983 dont la teneur est la suivante :

[Voir note I]

Le Ministère des Relations Extérieures a l'honneur de faire savoir à l'Ambassade que le gouvernement français approuve les dispositions de cet Arrangement ainsi que la proposition de l'Ambassade relative à son entrée en vigueur.

Dans ces conditions, la note précitée de l'Ambassade et la présente note constitueront conformément à l'article 1er paragraphe 3 et 4 de la Convention du 28 septembre 1960, l'accord entre le Gouvernement français et le Conseil fédéral suisse sur l'arrangement concernant la création dans l'aéroport de Genève-Cointrin d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés. Cet Arrangement entrera en vigueur à la date de ce jour.

Le Ministère des Relations Extérieures saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Suisse les assurances de sa haute considération./.

J. P. ANGLES

Ambassade de Suisse
Paris

ECHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD¹ RELATIF À LA CONVENTION DU 28 SEPTEMBRE 1960 ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE RELATIVE AUX BUREAUX À CONTRÔLES NATIONAUX JUXTAPOSÉS ET AUX CONTRÔLES EN COURS DE ROUTE², CONFIRMANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU STATUT DE LA HALLE DE FRET, DITE F.L.F., À L'AÉROPORT DE BÂLE-MULHOUSE. PARIS, 16 JANVIER 1985

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 23 janvier 1992.

I

AMBASSADE DE SUISSE

572.451 sd

L'Ambassade de Suisse présente ses compliments au Ministère des Relations Extérieures et, se référant à l'article Ier, paragraphe 4 de la Convention franco-suisse du 28 septembre 1960 relative aux bureaux à contrôles juxtaposés et aux contrôles en cours de route², a l'honneur de lui communiquer ce qui suit:

Le Conseil fédéral a pris connaissance de la réglementation douanière relative à l'exploitation d'une halle par Crossair S.A. à l'aéroport de Bâle-Mulhouse signée, les 24 avril et 4 juin 1984, par les directeurs généraux des douanes des deux pays en leur qualité de Chef de délégation à la Commission mixte prévue à l'article 27 de la Convention susvisée.

Ce règlement est libellé comme suit:

"REGLEMENTATION DOUANIÈRE RELATIVE A L'EXPLOITATION D'UNE HALLE PAR CROSSAIR S.A. À L'AÉROPORT DE BALE-MULHOUSE".

Prenant acte de la cessation d'activité, à compter du 31 mai 1983, de la Société AGREXCO dans la halle de fret dite 'FLF' à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, les directeurs généraux des administrations douanières française et suisse, animés par le souci de ne pas entraver l'essor de l'aéroport, sont convenus de ce qui suit:

I. Les parties de la halle considérée et les surfaces avoisinantes, telles qu'elles figurent coloriées en rouge sur le

¹ Entré en vigueur le 16 janvier 1985, conformément aux dispositions desdites notes.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 747, p. 83.

plan no 484-19 D ci-annexé¹, louées par l'aéroport de Bâle-Mulhouse à la compagnie d'aviation de droit helvétique CROSSAIR S.A., sont rattachées au secteur suisse de l'aéroport. Un arrangement sera conclu qui précisera la consistance de ce transfert, abrogera l'arrangement du 12 août 1982 relatif au statut de la halle de fret dite 'FLF'² et procédera corrélativement, pour tenir compte des modifications survenues dans l'affectation des bâtiments et installations, à la mise à jour complète de l'arrangement du 26 mars 1971 relatif à la création d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés à l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

II. Dans la halle abritant ses services d'exploitation, CROSSAIR S.A. est habilitée à effectuer, sur ses propres aéronefs et, le cas échéant, sur des avions similaires, des travaux d'entretien et de réparation, y compris des modifications et des transformations autorisées selon les normes définies par les annexes 1 (chap. 4, ch. 4.1/2) et 6 (1ère partie, chap. 8) à la Convention du 7 décembre 1944 relative à l'aviation civile internationale³.

La réglementation douanière relative à l'importation de matériel d'exploitation et d'entretien et aux commerces annexes, § II, 1, mise au point en commun à Berne, le 28 janvier 1977, par les directeurs généraux des administrations douanières française et suisse est applicable à l'activité de CROSSAIR S.A. visée ci-dessus.

III. Aux ouvrages excédant le cadre fixé selon chiffre II ci-devant, la législation et la réglementation douanières françaises seraient applicables, elles devraient être préalablement autorisées par l'administration française des douanes.

Les mouvements de marchandises entre la halle, CROSSAIR et la Suisse, engendrés par ces ouvrages, seraient soumis aux contrôles français et suisse d'entrée et de sortie sous le régime de la juxtaposition.

IV. L'arrangement modifiant celui du 26 mars 1971, prévu au chiffre I ci-dessus, précisera que, au cas où CROSSAIR S.A. cesserait son activité dans la halle, les parties de celle-ci transférées en secteur suisse reviendraient de droit dans le secteur commun de l'aéroport du seul fait et à la date de cette cessation d'activité jusqu'à ce qu'un nouvel arrangement soit, éventuellement, conclu en fonction d'une autre utilisation ultérieure.

Le Conseil fédéral a approuvé la réglementation.

Si les dispositions qui précèdent recueillent l'agrément du Gouvernement français, la présente note et celle que le Ministère voudra bien adresser en réponse à l'Ambassade, constitueront,

¹ Les plans cités en annexe de l'arrangement ne sont pas annexés directement aux échanges de notes et ne constituent pas une partie intégrante de l'accord (renseignement fourni par le Gouvernement français).

² Voir p. 502 du présent volume.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 15, p. 295. Pour les textes des Protocoles amendant cette Convention, voir vol. 320, p. 209 et 217; vol. 418, p. 161; vol. 514, p. 209; vol. 740, p. 21; vol. 893, p. 117; vol. 958, p. 217; vol. 1008, p. 213, et vol. 1175, p. 297.

conformément à l'article 1er, paragraphes 3 et 4 de la Convention du 28 septembre 1960, l'Accord entre les deux gouvernements concernant le règlement susmentionné, qui entrera en vigueur à la date de ce jour.

L'Ambassade de Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Relations Extérieures les assurances de sa haute considération.

Paris, le 16 janvier 1985

Ministère des Relations Extérieures
Direction des Français à l'Étranger
et des Étrangers en France
Service des Accords de réciprocité
Paris

II

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
DIRECTION DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER
ET DES ÉTRANGERS EN FRANCE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 16 janvier 1985

S.A.R. T.71.hé

Le Ministère des relations extérieures présente ses compliments à l'Ambassade de Suisse et a l'honneur d'accuser réception de la note de l'Ambassade en date du 16 janvier 1985 dont la teneur est la suivante :

[Voir note I]

Le Ministère a l'honneur de faire savoir à l'Ambassade que le Gouvernement français approuve les dispositions de cet Arrangement ainsi que la proposition de l'Ambassade relative à son entrée en vigueur.

Dans ces conditions, la note précitée de l'Ambassade et la présente note constituent, conformément à l'article 1er paragraphe 3 et 4, de la Convention du 28 septembre 1960, l'Accord entre les deux Gouvernements concernant le statut de la halle de fret dite halle F.L.F. de l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

Cet Arrangement entrera en vigueur à la date de ce jour.

Le Ministère saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Suisse les assurances de sa haute considération.

Ambassade de Suisse à Paris

ABROGATION de l'Echange de notes du 17 octobre 1977¹ constituant un accord relatif à la Convention du 28 septembre 1960 entre la France et la Suisse relative aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés et aux contrôles en cours de route² confirmant l'Arrangement relatif à la création dans l'aéroport de Genève-Cointrin, en territoire suisse, d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés (*Note du Secrétariat*)

Le Gouvernement français a enregistré le 23 janvier 1992 l'Echange de notes du 29 août 1983 constituant un accord relatif à la Convention susmentionnée, confirmant l'Arrangement du 10 novembre 1981 relatif à la création dans l'aéroport de Genève-Cointrin, en territoire suisse, d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés³.

Ledit Echange de notes, qui est entré en vigueur le 29 août 1983, stipule au paragraphe 1 de son article 9, l'abrogation de l'Echange de notes susmentionné du 17 octobre 1977.

(23 janvier 1992)

¹ Voir p. 481 du présent volume.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 747, p. 83.

³ Voir p. 506 du présent volume.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

No. 10716. CONVENTION BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND CONCERNING ADJOINING NATIONAL FRONTIER CLEARANCE OFFICES AND FRONTIER CLEARANCE OPERATIONS IN TRANSIT. SIGNED AT BERNE ON 28 SEPTEMBER 1960¹

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT² RELATING TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION, CONFIRMING THE ARRANGEMENT FOR THE ESTABLISHMENT OF JOINT NATIONAL CONTROL OFFICE AT THE BASEL-MULHOUSE AIRPORT AND THE ESTABLISHMENT OF ZONES. PARIS, 26 MARCH 1971

Authentic text: French.

Registered by France on 23 January 1992.

I

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Paris, 26 March 1971

No. 1715/CA

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Embassy of Switzerland and, with reference to article 1, paragraph 4, of the Convention between France and Switzerland concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit of 28 September 1960,³ has the honour to state the following:

The French Government has taken note of the Arrangement concerning the establishment at the Basel-Mulhouse airport of adjoining national frontier clearance offices and the delineation of sectors.

This Arrangement, which was concluded during the meeting, held at Basel on 24 and 25 February and at Geneva on 10 and 11 March 1970, of the Franco-Swiss Mixed Commission provided for in article 27, paragraph 1, of the aforesaid Convention, reads as follows:

“In view of the Convention between France and Switzerland concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit of 28 September 1960,

In view of the Convention between France and Switzerland concerning the construction and operation of the Basel-Mulhouse airport at Blotzheim of 4 July 1949,⁴

Article 1

Adjoining national frontier clearance offices shall be established, in French territory, at the Basel-Mulhouse airport in order to carry out frontier clearance operations in respect of passengers and goods originating from France and bound for Switzerland or vice versa.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 747, p. 83; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 12, 13, 15, 16 and 18, as well as annex A in volumes 1306, 1493, 1500, 1506, 1557 and 1559.

² Came into force on 16 April 1971, in accordance with article 6.

³ United Nations, *Treaty Series*, vol. 747, p. 83.

⁴ *Ibid.*, vol. 1323, p. 81.

Article 2

1. Under this Arrangement, and for the purpose of their delineation, the sectors shall correspond to those defined in article 2, paragraph 6, of the Convention of 4 July 1949.

2. Accordingly:

The Swiss sector shall mean the sector assigned to the Swiss services responsible for the inspection of passengers and cargo entering or leaving Switzerland;

The French sector shall mean the sector assigned to the French services responsible for the inspection of passengers and cargo entering or leaving France;

The common sector shall mean the sector, including the runways, assigned to general airport services and passenger and cargo traffic.

Article 3

1. The sectors defined in article 2 are delineated on the 15 plans annexed hereto, which shall constitute an integral part of this Arrangement:¹

1. Construction diagram	No. 200
2. Terminal — basement	No. 1377-101
3. Terminal — arrival level	No. 1377-102
4. Terminal — departure level	No. 1377-103 B
5. Terminal — transit level	No. 1377-104
6. Terminal — restaurant level	No. 1377-105
7. Terminal — administrative level	No. 1377-106
8. Freight hall — warehouse — basement	No. 403-89-118 B
9. Freight hall — ground floor	No. 403-89-119 J
10. Freight hall — offices — basement	No. 413-89-110 K
11. Freight hall — ground floor	No. 413-89-111 H
12. Freight hall — 1st floor	No. 413-89-112 E
13. Freight hall — 2nd floor	No. 413-89-113 E
14. Freight hall — 3rd floor	No. 413-89-114 D
15. Freight hall — 4th floor	No. 413-89-115 F

2. The various sectors are indicated as follows on the plans listed above:

— Swiss sector, in red;

— French sector, in blue;

— Common sector, in green.

3. The limits of the sectors shown as dotted areas on plans numbers 1377-102 and 1377-105 represent areas that may be temporarily assigned to another sector as the traffic requires.

4. The plans mentioned in paragraph 1 shall be displayed in the Swiss sector.

Article 4

1. The part of the Swiss sector currently assigned to general aviation, to the offices of the company Belair, and to the on-board buffets, canteen, kitchen and runway repair shops of the company Swissair, as well as the road between that portion of the

¹ The plans mentioned in the arrangement are not directly annexed to the exchange of notes and do not constitute an integral part of the agreement (information provided by the Government of France).

Swiss sector and the rest of the sector shall be of a provisional nature, pending the transfer of the activities listed above to permanent facilities in the Swiss sector.

2. Upon completion of that transfer, the necessary amendments shall be made to the text of this Arrangement.

Article 5

1. The regional customs administration at Mulhouse and the competent French police authorities, on the one hand, and the administration of the first Swiss customs district at Basel and the competent Swiss police authorities, on the other, have mutually agreed on the following:

— The assignment of the areas referred to in article 3, paragraph 3;
— The modifications to the limits of the sectors that would be necessitated by the possible transfer of premises to office use. These modifications shall be the subject of an exchange of letters between the two heads of delegation. They shall take precedence over the plans.

2. The regional customs administration at Mulhouse and the administration of the first Swiss customs district at Basel shall settle questions of detail by mutual agreement, after consultation with the competent administrations and the Board of Directors of the airport.

3. While on duty, the officials of the local agencies concerned shall, by mutual agreement, take appropriate action immediately or within a short period of time, particularly to overcome any difficulties which may arise from frontier clearance operations.

Article 6

This Arrangement shall remain in force as long as the aforesaid Convention of 4 July 1949 remains in force.

Either of the two Governments may, however, denounce it on six months' notice. Such denunciation shall take effect from the first day of the month following the date on which the notice expires. Both Governments may also amend this Arrangement by mutual agreement."

The Ministry of Foreign Affairs is in a position to inform the Embassy that it agrees to the provisions of this Arrangement.

The Ministry proposes that this note and the Embassy's note in reply thereto should, in accordance with article 1, paragraph 3, of the aforesaid Convention of 28 September 1960, constitute an agreement between the two Governments on the confirmation of the Arrangement concerning the establishment at Basel-Mulhouse airport, in French territory, of adjoining national frontier clearance offices and the delineation of sectors. It suggests that this Arrangement should enter into force on 16 April 1971.

The Ministry of Foreign Affairs, etc.

G. C.

Embassy of Switzerland
Paris

II

EMBASSY OF SWITZERLAND IN FRANCE

The Embassy of Switzerland presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs and has the honour to acknowledge receipt of its note dated 26 March 1971 regarding the confirmation and entry into force of the Arrangement concerning the establishment at the Basel-Mulhouse airport of adjoining national frontier clearance offices and the delineation of sectors, which reads as follows:

[*See note I*]

The Embassy has the honour to inform the Ministry of Foreign Affairs that the Swiss Government agrees to the provisions of this Arrangement.

Accordingly, the aforesaid note from the Ministry of Foreign Affairs and this note from the Embassy of Switzerland shall, in accordance with article 1, paragraph 3, of the Convention between France and Switzerland of 28 September 1960, constitute the agreement between the Federal Council and the French Government on the confirmation of the Arrangement concerning the establishment at Basel-Mulhouse airport of adjoining national frontier clearance offices and the delineation of sectors, which shall enter into force on 16 April 1971.

The Embassy of Switzerland, etc.

Paris, 26 March 1971

P. D.

Ministry of Foreign Affairs
Paris

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ RELATING TO THE CONVENTION OF 28 SEPTEMBER 1960 BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND CONCERNING ADJOINING NATIONAL FRONTIER CLEARANCE OFFICES AND FRONTIER CLEARANCE OPERATIONS IN TRANSIT,² CONFIRMING THE ARRANGEMENT FOR THE ESTABLISHMENT AT THE GENEVA-COINTRIN AIRPORT, IN SWISS TERRITORY, OF AN ADJOINING NATIONAL FRONTIER CLEARANCE OFFICE. PARIS, 17 OCTOBER 1977

Authentic text: French.

Registered by France on 23 January 1992.

I

EMBASSY OF SWITZERLAND

475.0

The Embassy of Switzerland presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs and, with reference to article 1, paragraph 4, of the Convention between Switzerland and France concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit of 28 September 1960,² has the honour to state the following:

On 28 January 1977, at Berne, the Mixed Commission provided for in article 27 of the aforesaid Convention adopted an Arrangement concerning the establishment of the Geneva-Cointrin airport of adjoining national frontier clearance offices. The Arrangement reads as follows:

“In view of the Convention between Switzerland and France concerning the administration of the Geneva-Cointrin airport and the establishment of adjoining national frontier clearance offices at Ferney-Voltaire and at Geneva-Cointrin of 25 April 1956,

In view of the Convention between Switzerland and France concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit of 28 September 1960,

It is agreed as follows:

Article 1

1. Adjoining national frontier clearance offices shall be established in Swiss territory, at the main air terminal and at the general aviation centre of the Geneva-Cointrin airport, in order to carry out there frontier clearance operations in respect of passengers and goods originating from Switzerland and bound for France or vice versa.

The French customs and police services shall also, under the conditions laid down in the Convention of 28 September 1960, carry out frontier clearance operations in respect of passengers and goods originating from a country other than Switzerland and bound for France or vice versa.

2. The Swiss and French entry and exit frontier clearance operations at the general aviation centre shall be confined to persons and to the private baggage and goods they are carrying, to the exclusion of all commercial traffic of goods.

Article 2

The zone in the main air terminal shall be divided into two sectors:

¹ Came into force on 17 October 1977 by the exchange of the said notes.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 747, p. 83.

1. A sector for the common use of officials of the two States, consisting of:
 - (a) In the traffic area, the portion intended for parking gates Nos. 5, 6 and 7 reserved for aircraft subject to French entry or exit formalities and frontier clearance operations. This sector is 225 metres long and 100 metres wide. The length is measured from the south-west wall of departure building No. 5 towards the sector allocated for French officials. The width is measured from the north-west side of the air terminal;
 - (b) In the interior of the air terminal, the entry and exit corridor for baggage as far as the supporting pillars in the centre of the baggage handling room, including the three bays adjoining the French sector, marked on the ground by a yellow line;
 - (c) The terrace running along the south-west side of the French sector, enclosed at each end by a metal gate with a locked door.
2. A sector allocated for French officials, consisting of:
 - (a) At the runway level:
 - The full interior of the north-east wing of the building delineated
 - On the south-west by the north-east wall of the baggage handling and holding room and the corridor giving access to the aircraft parking area;
 - On the south-east by the wall located behind the Swiss customs export counter, including the stairway leading to the international transit lounge;
 - The courtyard and customs road up to the political frontier, including the goods office situated under the footbridge leading to the 'large carriers' building, next to departure building No. 12;
 - (b) At the arrivals level:
 - The stairway in the south-west corner of the building, the corridor and the areas leading from that corridor;
 - The stairway enabling passengers to leave the French frontier clearance operations posts at the 'exit from France', including the passageway at the bottom of the stairway up to the central pillar in the corner of the south-east wall of the passenger walkway from building No. 12.

Article 3

The zone in the general aviation centre shall be divided into two sectors:

1. A sector for the common use of officials of the two States consisting, in the traffic area, of the aircraft parking and turning areas on the ground, delineated by the exterior fencing and marked by a yellow line;
2. A sector reserved for the use of French officials, consisting of the office in the western corner of the ground floor of the administrative building.

Article 4

1. Five plans of the zone, on which the common sector is coloured in red and the sector reserved for French officials in blue, shall constitute an integral part of the Arrangement.¹
2. If, exceptionally, an aircraft subject to French entry or exit frontier clearance operations and formalities has to park outside the areas delineated in articles 2 and 3, the surface occupied by the aircraft and the walkway from the sector allocated to

¹ The plans mentioned in the arrangement are not directly annexed to the exchange of notes and do not constitute an integral part of the agreement (information provided by the Government of France).

French officials or leading to it, shall be considered as parts of the zone for the period that the aircraft is parked.

Article 5

Officials of the Swiss customs may, in agreement with the French customs, enter the customs hall of the French sector and take the necessary measures to prevent fraud during transit passage as envisaged in article 22 of the Convention of 25 April 1956.

Article 6

With regard to the general aviation centre:

1. The French service officials responsible for frontier clearance operations may use the western portion of the interior peripheral road within the airport to travel from the French sector, situated in the main building of the air terminal, to the general aviation centre, or to return from there, and also to escort any person who has just been arrested, or to transport any goods from or to the general aviation centre; such transport shall be effected on official vehicles of the airport administration and shall be deemed to be carried out within the zone.

2. Furthermore, the French service officials responsible for frontier clearance operations who are to take up their duties in the zone or who are returning after completing their duties may use the road outside the airport which runs from the general aviation centre to Ferney-Voltaire, passing by the Swiss customs office at Mategnin.

Article 7

The costs for the maintenance of buildings and also for the heating, air conditioning, lighting and cleaning of offices and facilities shall be apportioned on the basis of article 26 of the Convention between France and Switzerland concerning the administration of the Geneva-Cointrin airport of 25 April 1956.

Article 8

1. The administration of the sixth Swiss customs district at Geneva and the competent Swiss police authority, on the one hand, and the French regional customs administration at Lyon and the competent French police authority, on the other, shall settle questions of detail, particularly the movement of traffic, by mutual agreement, in consultation with the administration of the airport and, where necessary, with the other agencies and services concerned.

2. While on duty, the officials of the agencies concerned of the two States shall, by mutual agreement, take appropriate action immediately or within a short period of time, particularly to overcome any difficulties which may arise from frontier clearance operations.

Article 9

1. This Arrangement abrogates that of 5/11 November 1959 concerning the establishment in the Geneva-Cointrin airport of adjoining national frontier clearance offices.

2. This Arrangement may be denounced by either of the two Governments on six months' notice. Such denunciation shall take effect on the first day of the month following the date on which the notice expires."

The Swiss Federal Council has approved the provisions of this Arrangement.

If the foregoing provisions are acceptable to the French Government, this note and the note that the Ministry may send to the Embassy in reply shall, in accordance with article 1,

paragraphs 3 and 4, of the Convention of 28 September 1960, constitute an agreement between the two Governments concerning the establishment at the Geneva-Cointrin airport of adjoining national frontier clearance offices. The Embassy proposes that this Arrangement should enter into force on today's date.

The Embassy of Switzerland, etc.

Paris, 17 October 1977

The Ministry of Foreign Affairs
Paris

II

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
FRENCH REPUBLIC

Paris, 17 October 1977

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Embassy of Switzerland and has the honour to acknowledge receipt of its note dated 17 October 1977, which reads as follows:

[See note I]

The Ministry has the honour to inform the Embassy that the French Government agrees to the provisions of this Arrangement and to the Embassy's proposal concerning its entry into force.

Accordingly, the aforesaid note of the Embassy and this note shall, in accordance with article 1, paragraphs 3 and 4 of the Convention of 28 September 1960, constitute the agreement between the French Government and the Swiss Federal Council on the Arrangement concerning the establishment of adjoining national frontier clearance offices at the Geneva-Cointrin airport. This Arrangement shall enter into force on today's date.

The Ministry of Foreign Affairs, etc.

Embassy of Switzerland
Paris

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ RELATING TO THE CONVENTION OF 28 SEPTEMBER 1960 BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND CONCERNING ADJOINING NATIONAL FRONTIER CLEARANCE OFFICES AND FRONTIER CLEARANCE OPERATIONS IN TRANSIT, AMENDING THE EXCHANGE OF NOTES OF 26 MARCH 1971² CONFIRMING THE ARRANGEMENT FOR THE ESTABLISHMENT OF A JOINT NATIONAL CONTROL OFFICE AT THE BASEL-MULHOUSE AIRPORT AND THE ESTABLISHMENT OF ZONES. PARIS, 17 OCTOBER 1977

Authentic text: French.

Registered by France on 23 January 1992.

I

FRENCH REPUBLIC
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Paris, 17 October 1977

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Embassy of Switzerland and, with reference to article 1, paragraph 4, of the Convention between France and Switzerland concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit of 28 September 1960,³ has the honour to state the following:

The French Government has taken note of the amendments to article 1 of the Arrangement concerning the establishment at the Basel-Mulhouse airport of adjoining national frontier clearance offices and the delineation of sectors, which was the subject of an exchange of notes between France and Switzerland of 26 March 1971.² Those amendments, adopted at Berne on 28 January 1977 by the Franco-Swiss Mixed Commission provided for in article 27, paragraph 1, of the aforesaid Convention, read as follows:

“Arrangement of 26 March 1971 concerning the establishment at the Basel-Mulhouse airport of adjoining national frontier clearance offices and delineation of sectors”

Article 1 of this Arrangement shall be abrogated and replaced by the following:

“Article 1

Adjoining national frontier clearance offices shall be established, in French territory, at the Basel-Mulhouse airport in order to carry out frontier clearance operations in respect of passengers and goods originating from France and bound for Switzerland or vice versa.

The Swiss customs and police services shall also, under the conditions laid down in the Convention of 28 September 1960, carry out frontier clearance operations in respect of passengers and goods originating from a country other than France and bound for Switzerland, and vice versa.”

The French Government has agreed to the above amendments.

If the foregoing provisions are acceptable to the Swiss Federal Council, this note and the note which the Embassy may send to the Ministry of Foreign Affairs in reply shall, in accordance with article 1, paragraphs 3 and 4, of the Convention of 28 September 1960,

¹ Came into force on 17 October 1977, in accordance with the provisions of the said notes.

² See p. 518 of this volume.

³ United Nations, *Treaty Series*, vol. 747, p. 83.

constitute an agreement between the two Governments on the amendments to the exchange of notes between France and Switzerland of 26 March 1971 (which entered into force on 16 April 1971) concerning the establishment of adjoining national frontier clearance offices at the Basel-Mulhouse airport and the delineation of sectors. The Ministry proposes that these amendments should enter into force on today's date.

The Ministry of Foreign Affairs takes this opportunity to convey to the Embassy of Switzerland the renewed assurances of its highest consideration.

Embassy of Switzerland
Paris

II

EMBASSY OF SWITZERLAND

The Embassy of Switzerland presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs and has the honour to acknowledge receipt of its note dated 17 October 1977, which reads as follows:

[*See note I*]

The Embassy of Switzerland has the honour to inform the Ministry of Foreign Affairs that the Swiss Federal Council agrees to the above amendments and to the Ministry's proposal regarding their entry into force. Accordingly, the aforesaid note from the Ministry of Foreign Affairs and this note shall, in accordance with article 1, paragraphs 3 and 4, of the Convention of 28 September 1960, constitute the agreement between the two Governments on the amendments to the exchange of notes between France and Switzerland of 26 March 1971 (which entered into force on 16 April 1971) concerning the establishment at the Basel-Mulhouse airport of adjoining national frontier clearance offices and the delineation of sectors. These amendments shall enter into force on today's date.

The Embassy of Switzerland, etc.

Paris, 17 October 1977

Ministry of Foreign Affairs
Paris

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ RELATING TO THE CONVENTION OF 28 SEPTEMBER 1960² CONCERNING ADJOINING NATIONAL FRONTIER CLEARANCE BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND OFFICES AND FRONTIER CLEARANCE OPERATIONS IN TRANSIT, CONFIRMING THE ARRANGEMENT FOR THE ESTABLISHMENT ON THE DIRECT ROAD LINKING LABORATORIES I AND II OF THE EUROPEAN ORGANIZATION FOR NUCLEAR RESEARCH, IN FRENCH TERRITORY, OF AN ADJOINING NATIONAL FRONTIER CLEARANCE OFFICE. PARIS, 17 OCTOBER 1977

Authentic text: French.

Registered by France on 23 January 1992.

I

FRENCH REPUBLIC
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Paris, 17 October 1977

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Embassy of Switzerland and, with reference to article 1, paragraph 4, of the Convention between France and Switzerland concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit of 28 September 1960,² has the honour to state the following:

The French Government has taken note of the Arrangement concerning the establishment on the direct road linking Laboratories I and II of the European Organization for Nuclear Research of adjoining national frontier clearance offices. This Arrangement, which was concluded at Berne on 28 January 1977 by the Franco-Swiss Mixed Commission provided for in article 27, paragraph 1, of the aforesaid Convention, reads as follows:

“Arrangement concerning the establishment on the direct road linking Laboratories I and II of the European Organization for Nuclear Research of adjoining national frontier clearance offices.

In view of the Convention between Switzerland and France concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit of 28 September 1960,

In view of the Convention between France and Switzerland concerning the extension into French territory of the site of the European Organization for Nuclear Research of 13 September 1965,³

In view of the Agreement between the French Government and the European Organization for Nuclear Research concerning the legal status of the said Organization in France of 16 June 1972,⁴

In view of the exchange of letters of 18 June and 5 July 1973⁵ concerning the application of the aforementioned Convention between France and Switzerland of 13 September 1965,

In view of the exchange of letters of 17 August and 3 September 1973⁵ between the French Government and the European Organization for Nuclear Research,

¹ Came into force on 17 October 1977, in accordance with the provisions of the said notes.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 747, p. 83.

³ *Ibid.*, vol. 689, p. 61.

⁴ *Ibid.*, vol. 871, p. 209.

⁵ *Ibid.*, vol. 930, p. 220.

In view of the exchange of letters of 13 July and 21 August 1973 between the Swiss Government and the European Organization for Nuclear Research on the establishment of a single passage between the various installations of the Organization,

It is agreed as follows:

Article 1

1. Adjoining national frontier clearance offices shall be established, in French territory, on the direct road linking Laboratories I and II of the European Organization for Nuclear Research (CERN).

2. Swiss and French clearance operations in respect of passengers and goods traffic between the two parts of CERN shall be carried out at these offices.

Article 2

1. The zone situated to the south of the tunnel running under National Route 84 shall include:

(a) A sector coloured in red on diagram No. 1 annexed hereto, to be used jointly by the agencies of the two States, which encompasses a clearance area delineated by:

— The doorway in the lower wall of Laboratory I at the southern end of the direct road linking the two laboratories;

— A straight line parallel to this doorway, crossing the direct road 27 metres north of the said doorway;

— The eastern and western edges of this direct road between the lines defined above and delimited by the lower wall of Laboratory I.

(b) A sector reserved for Swiss officials, coloured in blue on diagram No. 2 annexed hereto, consisting of a local service area in the clearance building.

2. Diagrams Nos. 1 and 2 annexed hereto shall constitute an integral part of this Arrangement.¹

Article 3

1. The officials of both States shall have the right to enter or leave the zone at any time, utilizing the route indicated in green on diagram No. 1 annexed hereto. Article VII of the Convention concerning the extension in French territory of the site of CERN of 13 September 1965 shall remain applicable.

2. In the event of arrest or seizure of goods, Swiss customs officials shall have the right to escort any person who has been arrested and to transport any goods seized, utilizing the portion of the route indicated in the first paragraph, situated in French territory. These operations shall be regarded as having been carried out in the zone.

Article 4

1. The French regional customs administration at Lyon and the competent French police authority, on the one hand, and the administration of the sixth Swiss customs district at Geneva and the competent Swiss police authority, on the other, shall settle questions of detail.

2. While on duty, the officials of the local agencies concerned of the two States shall, by mutual agreement, take appropriate action immediately or within a short

¹ The plans mentioned in the arrangement are not directly annexed to the exchange of notes and do not constitute an integral part of the agreement (information provided by the Government of France).

period of time, particularly to overcome any difficulties which may arise from frontier clearance operations.

Article 5

This Arrangement may be denounced by either of the two Governments on six months' notice. The denunciation shall take effect on the first day of the month following the date on which the notice expires."

If the foregoing provisions are acceptable to the Swiss Federal Council, this note and the note which the Embassy may send to the Ministry of Foreign Affairs in reply, shall, in accordance with article 1, paragraphs 3 and 4, of the Convention of 28 September 1960, constitute an agreement between the two Governments concerning the establishment on the direct road linking Laboratories I and II of the European Organization for Nuclear Research of adjoining national frontier clearance offices. The Ministry proposes that this Arrangement should enter into force on today's date.

The Ministry of Foreign Affairs, etc.

Embassy of Switzerland
Paris

II

EMBASSY OF SWITZERLAND

475.0

The Embassy of Switzerland presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs and has the honour to acknowledge receipt of its note of 17 October 1977, which reads as follows:

[*See note I*]

The Embassy of Switzerland has the honour to inform the Ministry of Foreign Affairs that the Swiss Federal Council agrees to the provisions of this Arrangement and to the Ministry's proposal regarding their entry into force. Accordingly, the aforesaid note of the Ministry of Foreign Affairs and this note shall, in accordance with article 1, paragraphs 3 and 4, of the Convention of 28 September 1960, constitute the agreement between the two Governments concerning the establishment on the direct road linking Laboratories I and II of the European Organization for Nuclear Research of adjoining national frontier clearance offices. This Arrangement shall enter into force on today's date.

The Embassy of Switzerland takes this opportunity, etc.

Paris, 17 October 1977

Ministry of Foreign Affairs
Paris

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ RELATING TO THE CONVENTION OF 28 SEPTEMBER 1960 BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND CONCERNING ADJOINING NATIONAL FRONTIER CLEARANCE OFFICES AND FRONTIER CLEARANCE OPERATIONS IN TRANSIT,² CONFIRMING THE ARRANGEMENT FOR THE ESTABLISHMENT OF AN ADJOINING NATIONAL FRONTIER CLEARANCE OFFICE ON THE ROAD LINKING ALLSCHWILL TO HEGENHEIM. PARIS, 23 JUNE AND 25 SEPTEMBER 1981

Authentic text: French.

Registered by France on 23 January 1992.

I

EMBASSY OF SWITZERLAND

475.0

The Embassy of Switzerland presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs and, with reference to article 1, paragraph 4, of the Convention between France and Switzerland concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit of 28 September 1960,² has the honour to state the following:

On 12 December 1980, at Lyon, the Mixed Commission provided for in article 27 of the above-mentioned Convention adopted an Arrangement concerning the establishment of adjoining national frontier clearance offices on the road between Allschwil and Hegenheim.

This Arrangement reads as follows:

“In view of the Convention between Switzerland and France concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit of 28 September 1960, it is agreed as follows:

Article 1

1. Adjoining national frontier clearance offices shall be established, in Swiss territory, on the road between Allschwil and Hegenheim.
2. Swiss and French entry and exit clearance operations in respect of frontier traffic and passengers shall be carried out at these offices.

Article 2

1. The zone shall include:
 - (a) A sector used jointly by officials of the two States, comprising:
 - An area delineated
 - On the north-west by the national frontier,
 - On the north-east by the north-eastern edge of the pavement,
 - On the south-east by a line extending from the south-east edge of the bascule bridge platform and running across the road-bed and both pavements,
 - On the south-west by the south-western edge of the pavement;
 - In the building on the central island: the joint verification area.

¹ Came into force on 25 September 1981, the date of the note in reply, in accordance with the provisions of the said notes.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 747, p. 83.

(b) A sector allocated to French officials, comprising the two French offices in the customs service building.

2. The plans of the zone, on which the common sector is coloured in red and the sector allocated to French officials in blue, shall constitute an integral part of the Arrangement.¹

Article 3

1. The administration of the first Swiss customs district at Basel, on the one hand, and the French regional customs administration at Mulhouse and the competent French police authority, on the other, shall settle questions of detail by mutual agreement.

2. While on duty, the officials of the local agencies concerned of the two States shall, by mutual agreement, take appropriate action immediately or within a short period of time, particularly to overcome any difficulties which may arise from frontier clearance operations.

Article 4

The administration of the first Swiss customs district at Basel and the French regional customs administration at Mulhouse shall establish the amounts charged for the use of the premises made available to the French officials; they shall also apportion the costs of heating, lighting, cleaning, etc., for the customs premises and facilities used by the offices of the two States.

Article 5

This Arrangement may be denounced by either of the two Governments on six months' notice. Such denunciation shall take effect on the first day of the month following the date on which the notice expires."

The Swiss Federal Council has approved the provisions of this Arrangement.

If the foregoing provisions are acceptable to the French Government, this note and the note that the Ministry may send to the Embassy in reply shall, in accordance with article 1, paragraphs 3 and 4, of the Convention of 28 September 1960, constitute an agreement between the two Governments concerning the establishment on the road between Allschwil and Hegenheim of adjoining national frontier clearance offices. This Arrangement shall enter into force on the date of the French note.

The Embassy of Switzerland, etc.

Paris, 23 June 1981

The Ministry of Foreign Affairs
Paris

¹ The plans mentioned in the arrangement are not directly annexed to the exchange of notes and do not constitute an integral part of the agreement (information provided by the Government of France).

II

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
FRENCH REPUBLIC
PARIS

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Embassy of Switzerland and has the honour to acknowledge receipt of its note dated 23 June 1981, which reads as follows:

[*See note I*]

The Ministry has the honour to inform the Embassy that the French Government agrees to the provisions of this Arrangement.

Accordingly, the aforesaid note of the Embassy and this note shall, in accordance with article 1, paragraphs 3 and 4, of the Convention of 28 September 1960, constitute the agreement between the French Government and the Swiss Federal Council concerning the establishment of adjoining national frontier clearance offices on the road between Allschwil and Hegenheim.

This Arrangement shall enter into force on today's date.

The Ministry of Foreign Affairs, etc.

Embassy of Switzerland
Paris

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ RELATING TO THE CONVENTION OF 28 SEPTEMBER 1960 BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND CONCERNING ADJOINING NATIONAL FRONTIER CLEARANCE OFFICES AND FRONTIER CLEARANCE OPERATIONS IN TRANSIT,² CONFIRMING THE ARRANGEMENT ON THE STATUS OF THE FREIGHT HALL (F.L.F.) AT THE BASEL-MULHOUSE AIRPORT. PARIS, 12 AUGUST 1982

Authentic text: French.

Registered by France on 23 January 1992.

I

FRENCH REPUBLIC
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

Paris, 12 August 1982

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Embassy of Switzerland and, with reference to article 1, paragraph 4, of the Convention between France and Switzerland concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit of 28 September 1960,² has the honour to state the following:

The French Government has been informed of the administrative Arrangement concerning the status of the freight hall known as FLF at the Basel-Mulhouse airport. This Arrangement, which was adopted at Berne on 10 November 1981 by the Franco-Swiss Mixed Commission provided for in article 27 of the aforesaid Convention, reads as follows:

“In view of the Convention between France and Switzerland of 28 September 1960 concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit,

In view of the Convention between France and Switzerland concerning the construction and operation of the Basel-Mulhouse airport at Blotzheim of 4 July 1949,³

In view of the Arrangement between France and Switzerland concerning the establishment at the Basel-Mulhouse airport of adjoining national frontier clearance offices and the delineation of sectors of 26 March 1971,⁴ as modified by the Amendment of 17 October 1977;⁵

Article 1

This Arrangement concerns the ground floor of the freight hall known as FLF, including the adjacent parking lot for lorries (but not including the area for trailers and the extension providing access to the basement level of the freight hall) located in the common sector of the airport and indicated by red and blue stripes on a green background on plan 16 annexed hereto.⁶

¹ Came into force on 12 August 1982, in accordance with the provisions of the said notes.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 747, p. 83.

³ *Ibid.*, vol. 1323, p. 81.

⁴ See p. 518 of this volume.

⁵ See p. 527 of this volume.

⁶ The plans mentioned in the arrangement are not directly annexed to the exchange of notes and do not constitute an integral part of the agreement (information provided by the Government of France).

Article 2

In this hall, the French and Swiss customs services shall carry out their entry and exit clearance operations under the system of adjoining offices.

They shall as far as possible assist each other in carrying out their functions in order to ensure the smooth operation of their respective clearance operations and prevent any diversion of goods.

Article 3

The regional customs administration at Mulhouse, on the one hand, and the administration of the first Swiss customs district at Basel, on the other, shall settle questions of detail by mutual agreement, after consultation with the competent authorities.

Article 4

This Arrangement is supplementary to the Arrangements concluded between Switzerland and France on 26 March 1971 and 17 October 1977 concerning the establishment at the Basel-Mulhouse airport of adjoining national frontier clearance offices and the delineation of sectors.

Article 5

This Arrangement shall remain in force as long as the aforesaid Convention of 4 July 1949 remains in force. Either of the two Governments may, however, denounce it on six months' notice; such denunciation shall take effect on the first day of the month following the date on which the notice expires.

Both Governments may also amend this Arrangement by mutual agreement."

If the foregoing provisions are acceptable to the Swiss Federal Council, this note and the note that the Embassy may send to the Ministry in reply shall, in accordance with article 1, paragraphs 3 and 4, of the Convention of 28 September 1960, constitute an Agreement between the two Governments on the status of the freight hall known as FLF at the Basel-Mulhouse airport.

The Ministry proposes that this Arrangement should enter into force on 12 August 1982.

The Ministry of Foreign Affairs, etc.

Embassy of Switzerland
Paris

II

EMBASSY OF SWITZERLAND

The Embassy of Switzerland presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs and has the honour to acknowledge receipt of its note dated 12 August 1982, which reads as follows:

[See note I]

The Embassy has the honour to inform the Ministry that the Swiss Federal Council agrees to the provisions of this Arrangement and to the Ministry's proposal regarding its entry into force. Accordingly, the aforesaid note of the Ministry of Foreign Affairs and this note shall, in accordance with article 1, paragraphs 3 and 4, of the Convention of 28 September 1960, constitute the agreement between the two Governments concerning the status of the freight hall known as FLF at the Basel-Mulhouse airport. This Arrangement shall enter into force on today's date.

The Embassy of Switzerland, etc.

Paris, 12 August 1982

Ministry of Foreign Affairs
Paris

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ RELATING TO THE CONVENTION OF 28 SEPTEMBER 1960 BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND CONCERNING ADJOINING NATIONAL FRONTIER CLEARANCE OFFICES AND FRONTIER CLEARANCE OPERATIONS IN TRANSIT,² CONFIRMING THE ARRANGEMENT OF 10 NOVEMBER 1981 FOR THE ESTABLISHMENT AT THE GENEVA-COINTRIN AIRPORT, ON SWISS TERRITORY, OF AN ADJOINING NATIONAL FRONTIER CLEARANCE OFFICE. PARIS, 29 AUGUST 1983

Authentic text: French.

Registered by France on 23 January 1992.

I

EMBASSY OF SWITZERLAND

The Embassy of Switzerland presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs and, with reference to article 1, paragraph 4 of the Convention between Switzerland and France of 28 September 1960 concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit,² has the honour to state the following:

On 10 November 1981, at Berne, the Mixed Commission provided for in article 27 of the above-mentioned Convention, adopted amendments to article 2, article 3, paragraph 1, article 4, paragraph 1 and article 9, paragraph 1 of the exchange of notes of 17 October 1977 concerning the establishment in the Geneva-Cointrin airport of adjoining national frontier clearance offices. Taking into account those amendments, the Arrangement reads as follows:

“In view of the Convention of 25 April 1956 between Switzerland and France concerning the administration of the Geneva-Cointrin airport and the establishment of adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit, it is agreed as follows:

Article 1

1. Adjoining national frontier clearance offices shall be established in Swiss territory, at the main air terminal and at the general aviation centre of the Geneva-Cointrin airport in order to carry out there frontier clearance operations for passengers and goods originating from Switzerland and bound for France or vice versa.

The French customs and police services shall also, under the conditions laid down in the Convention of 28 September 1960, carry out frontier clearance operations for passengers and goods originating from a country other than Switzerland and bound for France or vice versa.

2. The Swiss and French entry and exit frontier clearance operations at the general aviation centre shall be confined to persons and to the private baggage and goods they are carrying, to the exclusion of all commercial traffic of goods.

Article 2

The zone in the main air terminal shall be divided into two sectors:

1. A sector for the common use of officials of the two States, consisting of:

(a) In the traffic area, in accordance with annexed plan No. 1:³

— Parking gates No. 5, 6 and 7 reserved for aircraft subject to French entry or exit formalities and frontier clearance operations. This sector is 225 metres long and

¹ Came into force on 29 August 1983, in accordance with the provisions of the said notes.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 747, p. 83.

³ The plans mentioned in the arrangement are not directly annexed to the exchange of notes and do not constitute an integral part of the agreement (information provided by the Government of France).

100 metres wide, measures respectively from the corner of the south-west side of the “large carriers” building and the side of the air terminal overlooking the runway. This sector shall be delineated and marked out on the ground;

- Parking gates No. 14, 15 or 16, and the corresponding walkways, when a “large carrier” is subject to French entry or exit formalities and frontier clearance operations. This sector is 225 metres long and 100 metres wide, measured respectively from the corner of the north-east side of the “large carriers” building and from the passenger walkway giving access to it. These parking gates 14, 15 and 16 shall be delineated and marked out on the ground.

(b) In the interior of the air terminal, the entry and exit corridor for baggage as far as the supporting pillars in the baggage handling room, including the three bays adjoining the sector allocated for French officials. It is delineated in annexed plan No. 2 and shall be marked out on the ground.

2. A sector allocated for French officials consisting of:

(a) At the level of the runway:

- The interior of the north-east wing of the air terminal delineated on annexed plan No. 2;
- The courtyard and customs road up to the political frontier, including the goods office situated under the footbridge leading to the “large carriers” building, next to departure building No. 12.

(b) At the arrivals level, the stairway enabling passengers to leave the French frontier clearance operations posts at the “exit from France”, including the passageway at the bottom of the stairway up to the central pillar in the corner of the south-east wall of the passenger walkway from building No. 12, marked out on the ground.

Article 3

The zone in the general aviation centre shall be divided into two sectors:

1. A sector for the common use of officials of the two States consisting of the entire traffic area delineated on annexed plan No. 1 and marked out on the ground;
2. A sector reserved for the use of French officials, consisting of the office in the western corner of the ground floor of the administrative building.

Article 4

1. Two plans of the zone, numbered 1 and 2, shall be an integral part of the Arrangement.

2. If, exceptionally, an aircraft subject to French entry or exit frontier clearance operations and formalities has to park outside the areas delineated in articles 2 and 3, the surface occupied by the aircraft, and the walkway from the sector allocated to French officials or leading to it, shall be considered as parts of the zone for the period that the aircraft is parked.

Article 5

Officials of the Swiss customs may, in agreement with the French customs, enter the customs hall of the French sector and take the necessary measures to prevent fraud during transit passage as envisaged in article 22 of the Convention of 25 April 1956.

Article 6

With regard to the general aviation centre:

1. The French service officials responsible for frontier clearance operations may use the western portion of the interior peripheral road within the airport to travel from the French sector, situated in the main building of the air terminal, to the general aviation centre, or to return from there, and also to escort any person who has just been

arrested, or to transport any goods from or to the general aviation centre; such transport shall be effected on official vehicles of the airport administration and shall be deemed to be carried out within the zone.

2. Furthermore, the French service officials responsible for frontier clearance operations who are to take up their duties in the zone or who are returning after completing their duties may use the road outside the airport which runs from the general aviation centre to Ferney-Voltaire, passing by the Swiss customs office at Mategnin.

Article 7

The costs for the maintenance of buildings and also for the heating, air conditioning, lighting and cleaning of offices and facilities shall be apportioned on the basis of article 26 of the Franco-Swiss convention concerning the administration of the Geneva-Cointrin airport, of 25 April 1956.

Article 8

1. The administration of the sixth Swiss customs district at Geneva and the competent Swiss police authority, on the one hand, and the French regional customs administration at Lyon and the competent French police authority, on the other, shall settle questions of detail particularly the movement of traffic, by mutual agreement, in consultation with the administration of the airport and, where necessary, with the other agencies and services concerned.

2. While on duty, the officials of the agencies concerned of the two States shall, by mutual agreement, take measures required at a given moment or within a short space of time, particularly for the purpose of overcoming difficulties which may arise from frontier clearance operations.

Article 9

1. This Arrangement abrogates that of 17 October 1977 concerning the establishment in the Geneva-Cointrin airport of adjoining national frontier clearance offices.¹

2. This Arrangement may be denounced by either Government on six months' notice. Such denunciation shall take effect on the first day of the month following the date of expiry of the notice."

The Swiss Federal Council has approved the provisions of this Arrangement. If the preceding provisions are acceptable to the French Government, this note and the note that the Ministry may send to the Embassy in reply shall constitute, in accordance with article 1, paragraphs 3 and 4 of the Convention of 28 September 1960, an agreement between the two Governments concerning the establishment in the Geneva-Cointrin airport of adjoining national frontier clearance offices. The Embassy proposes that this Arrangement should enter into force on today's date.

The Embassy of Switzerland takes this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs the assurances of its highest consideration.

Paris, 29 August 1983

JACQUES REVERDIN

The Ministry of Foreign Affairs
Paris

¹ See p. 522 of this volume.

II

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
DIRECTOR FOR FRENCH NATIONALS ABROAD AND ALIENS IN FRANCE

Paris, 29 August 1983

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Embassy of Switzerland and has the honour to acknowledge receipt of its note dated 29 August 1983 which reads as follows:

[*See note I*]

The Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Embassy that the French Government approves the provisions of this Arrangement and the Embassy's proposal concerning its entry into force.

Accordingly, the above-mentioned note of the Embassy and this note shall, in conformity with article 1, paragraphs 3 and 4 of the Convention of 28 September 1960, constitute the agreement between the French Government and the Swiss Federal Council on the arrangement concerning the establishment of adjoining national frontier clearance offices in the Geneva-Cointrin airport. This Arrangement shall enter into force on today's date.

The Ministry of Foreign Affairs takes this opportunity to renew to the Embassy of Switzerland the assurances of its highest consideration.

J. P. ANGLES

Embassy of Switzerland
Paris

[TRANSLATION — TRADUCTION]

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ RELATING TO THE CONVENTION OF 28 SEPTEMBER 1960 BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND CONCERNING ADJOINING NATIONAL FRONTIER CLEARANCE OFFICES AND FRONTIER CLEARANCE OPERATIONS IN TRANSIT,² CONFIRMING THE REGULATIONS ON THE STATUS OF THE FREIGHT HALL (F.L.F.) AT THE BASEL-MULHOUSE AIRPORT. PARIS, 16 JANUARY 1985

Authentic text: French.

Registered by France on 23 January 1992.

I

EMBASSY OF SWITZERLAND

The Embassy of Switzerland presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs and, with reference to article 1, paragraph 4, of the Convention between France and Switzerland concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit of 28 September 1960,² has the honour to state the following:

The Swiss Federal Council has been informed of the customs regulations regarding the use of a hall by Crossair S.A. at the Basel-Mulhouse airport, signed on 24 April and 4 June 1984 by the executive directors of the customs administrations of the two countries in their capacity as heads of delegation to the Mixed Commission provided for in article 27 of the aforesaid Convention.

These regulations read as follows:

“CUSTOMS REGULATIONS REGARDING THE USE OF A HALL
BY CROSSAIR S.A. AT THE BASEL-MULHOUSE AIRPORT

Taking note that, as from 31 May 1983, the AGREXCO company ceased operations in the freight hall known as 'FLF' at the Basel-Mulhouse airport, the executive directors of the French and Swiss customs administrations, concerned that the development of the airport should not be adversely affected, have agreed as follows:

I. The parts of the hall in question and the adjacent areas, as indicated in red on plan No. 484-19 D annexed hereto,³ rented by the Basel-Mulhouse airport to the aviation company CROSSAIR S.A., registered under Swiss law, shall form part of the Swiss sector of the airport. An arrangement shall be concluded which shall specify the areas included in this transfer, abrogate the Arrangement of 12 August 1982 concerning the status of the freight hall known as 'FLF'⁴ and, in order to take into account the changes that have occurred in the use of the buildings and facilities, update fully the Arrangement of 26 March 1971 concerning the establishment of adjoining national frontier clearance offices at the Basel-Mulhouse airport.

II. In the hall assigned to its operations, CROSSAIR S.A. shall be authorized to carry out maintenance and repair work on its own aircraft and, if necessary, on similar aircraft, including the modifications and conversions authorized in accordance with the standards defined in annexes 1 (Chap. 4 (4.1/2)) and 6 (Part I, Chap. 8) of the Convention on international civil aviation of 7 December 1944.⁵

¹ Came into force on 16 January 1985, in accordance with the provisions of the said notes.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 747, p. 83.

³ The plans mentioned in the arrangement are not directly annexed to the exchange of notes and do not constitute an integral part of the agreement (information provided by the Government of France).

⁴ See p. 537 of this volume.

⁵ United Nations, *Treaty Series*, vol. 15, p. 295. For the texts of the Protocols amending this Convention, see vol. 320, pp. 209 and 217; vol. 418, p. 161; vol. 514, p. 209; vol. 740, p. 21; vol. 893, p. 117; vol. 958, p. 217; vol. 1008, p. 213, and vol. 1175, p. 297.

The customs regulations concerning the import of materials for operations and maintenance and related trade, § II.1, jointly established at Berne on 28 January 1977 by the executive directors of the French and Swiss customs administrations shall apply to the aforementioned activities of CROSSAIR S.A.

III. French customs legislation and regulations shall apply to work exceeding the limits set forth in section II above; such work should be authorized in advance by the French customs administration.

The movement of goods between the hall, CROSSAIR and Switzerland necessitated by this work shall be subject to French and Swiss entry and exit clearance under the system of adjoining clearance offices.

IV. The arrangement amending that of 26 March 1971 referred to in section I above shall specify that, in the event that CROSSAIR S.A. ceases its activities in the hall, the parts of the hall transferred to the Swiss sector shall be automatically returned to the common sector of the airport merely by virtue of the cessation of those activities, and on the date of such cessation, until such time as a new arrangement may be concluded regarding the possible future use of that area.”

The Swiss Federal Council has approved the regulations.

If the foregoing provisions are acceptable to the French Government, this note and the note that the Ministry may send to the Embassy in reply shall, in accordance with article 1, paragraphs 3 and 4, of the Convention of 28 September 1960, constitute an agreement between the two Governments concerning the aforementioned regulations, which shall enter into force on today's date.

The Embassy of Switzerland, etc.

Paris, 16 January 1985

Ministry of Foreign Affairs
Paris

II

FRENCH REPUBLIC
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS

T.71. hé

The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Embassy of Switzerland and has the honour to acknowledge receipt of its note dated 16 January 1985, which reads as follows:

[See note I]

The Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Embassy that the French Government agrees to the provisions of this Arrangement and to the Embassy's proposal regarding its entry into force.

Accordingly, the aforesaid note of the Embassy and this note shall, in accordance with article 1, paragraphs 3 and 4, of the Convention of 28 September 1960, constitute the agreement between the two Governments concerning the status of the freight hall known as FLF at the Basel-Mulhouse airport.

This Arrangement shall enter into force on today's date.

The Ministry, etc.

Paris, 16 January 1985

Embassy of Switzerland
Paris

TERMINATION of the Exchange of notes of 17 October 1977¹ constituting an agreement relating to the Convention of 28 September 1960 between France and Switzerland concerning adjoining national frontier clearance offices and frontier clearance operations in transit,² confirming the Arrangement for the establishment at the General Cointrin Airport, on Swiss territory, of an adjoining national frontier clearance office (*Note by the Secretariat*)

The Government of France registered on 23 January 1992 the Exchange of notes of 29 August 1983 constituting an agreement relating to the above-mentioned Convention, confirming the Arrangement of 10 November 1981 for the establishment at the Geneva-Cointrin Airport, in Swiss territory, of an adjoining national frontier clearance office.³

The said Exchange of notes, which came into force on 29 August 1983, provides, in its article 9 (1), for the termination of the above-mentioned Exchange of notes of 17 October 1977.

(23 January 1992)

¹ See p. 523 of this volume.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 747, p. 83.

³ See p. 540 of this volume.

No. 14531. INTERNATIONAL COVENANT ON ECONOMIC, SOCIAL AND CULTURAL RIGHTS. ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS ON 16 DECEMBER 1966¹

N° 14531. PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS. ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 16 DÉCEMBRE 1966¹

No. 14668. INTERNATIONAL COVENANT ON CIVIL AND POLITICAL RIGHTS. ADOPTED BY THE GENERAL ASSEMBLY OF THE UNITED NATIONS ON 16 DECEMBER 1966²

N° 14668. PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES. ADOPTÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 16 DÉCEMBRE 1966²

ACCESSIONS

Instruments deposited on:

24 January 1992

BRAZIL

(With effect from 24 April 1992.)

Registered ex officio on 24 January 1992.

ADHÉSIONS

Instruments déposés le :

24 janvier 1992

BRÉSIL

(Avec effet au 24 avril 1992.)

Enregistré d'office le 24 janvier 1992.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 993, p. 3; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 16 to 18, as well as annex A in volumes 1103, 1106, 1120, 1132, 1136, 1138, 1144, 1151, 1161, 1181, 1197, 1202, 1203, 1207, 1211, 1213, 1214, 1216, 1218, 1225, 1249, 1256, 1259, 1271, 1286, 1289, 1299, 1312, 1329, 1333, 1334, 1354, 1357, 1360, 1390, 1397, 1409, 1421, 1422, 1434, 1455, 1482, 1490, 1505, 1545, 1551, 1556, 1563, 1564, 1578, 1580, 1598, 1607, 1649, 1651, 1653, 1654 and 1660.

² *Ibid.*, vol. 999, p. 171; vol. 1057, p. 407 (rectification of authentic Spanish text); vol. 1059, p. 451 (corrigendum to vol. 999); for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 17 and 18, as well as annex A in volumes 1103, 1106, 1120, 1130, 1131, 1132, 1136, 1138, 1141, 1144, 1147, 1150, 1151, 1161, 1181, 1195, 1197, 1199, 1202, 1203, 1205, 1207, 1211, 1213, 1214, 1216, 1218, 1222, 1225, 1249, 1256, 1259, 1261, 1272, 1275, 1276, 1279, 1286, 1289, 1291, 1295, 1296, 1299, 1305, 1308, 1312, 1314, 1316, 1324, 1328, 1329, 1333, 1334, 1338, 1339, 1344, 1347, 1348, 1349, 1351, 1352, 1354, 1356, 1357, 1358, 1360, 1365, 1379, 1387, 1389, 1390, 1392, 1393, 1399, 1403, 1404, 1408, 1409, 1410, 1413, 1417, 1419, 1421, 1422, 1424, 1427, 1429, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1441, 1443, 1444, 1455, 1457, 1458, 1462, 1463, 1464, 1465, 1475, 1477, 1478, 1480, 1482, 1484, 1485, 1487, 1488, 1490, 1491, 1492, 1495, 1498, 1499, 1501, 1502, 1505, 1506, 1508, 1510, 1512, 1513, 1515, 1520, 1522, 1525, 1527, 1530, 1533, 1534, 1535, 1540, 1543, 1545, 1548, 1551, 1555, 1556, 1557, 1562, 1563, 1564, 1567, 1570, 1577, 1578, 1579, 1580, 1582, 1593, 1598, 1607, 1637, 1639, 1642, 1643, 1647, 1649, 1650, 1651, 1653, 1654 and 1660.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 993, p. 3; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 16 à 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1103, 1106, 1120, 1132, 1136, 1138, 1144, 1151, 1161, 1181, 1197, 1202, 1203, 1207, 1211, 1213, 1214, 1216, 1218, 1225, 1249, 1256, 1259, 1271, 1286, 1289, 1299, 1312, 1329, 1333, 1334, 1354, 1357, 1360, 1390, 1397, 1409, 1421, 1422, 1434, 1455, 1482, 1490, 1505, 1545, 1551, 1556, 1563, 1564, 1578, 1580, 1598, 1607, 1649, 1651, 1653, 1654 et 1660.

² *Ibid.*, vol. 999, p. 171; vol. 1057, p. 407 (rectification du texte authentique espagnol); vol. 1059, p. 451 (rectificatif au vol. 999); pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 17 et 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1103, 1106, 1120, 1130, 1131, 1132, 1136, 1138, 1141, 1144, 1147, 1150, 1151, 1161, 1181, 1195, 1197, 1199, 1202, 1203, 1205, 1207, 1211, 1213, 1214, 1216, 1218, 1222, 1225, 1249, 1256, 1259, 1261, 1272, 1275, 1276, 1279, 1286, 1289, 1291, 1295, 1296, 1299, 1305, 1308, 1312, 1314, 1316, 1324, 1328, 1329, 1333, 1334, 1338, 1339, 1344, 1347, 1348, 1349, 1351, 1352, 1354, 1356, 1357, 1358, 1360, 1365, 1379, 1387, 1389, 1390, 1392, 1393, 1399, 1403, 1404, 1408, 1409, 1410, 1413, 1417, 1419, 1421, 1422, 1424, 1427, 1429, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1441, 1443, 1444, 1455, 1457, 1458, 1462, 1463, 1464, 1465, 1475, 1477, 1478, 1480, 1482, 1484, 1485, 1487, 1488, 1490, 1491, 1492, 1495, 1498, 1499, 1501, 1502, 1505, 1506, 1508, 1510, 1512, 1513, 1515, 1520, 1522, 1525, 1527, 1530, 1533, 1534, 1535, 1540, 1543, 1545, 1548, 1551, 1555, 1556, 1557, 1562, 1563, 1564, 1567, 1570, 1577, 1578, 1579, 1580, 1582, 1593, 1598, 1607, 1637, 1639, 1642, 1643, 1647, 1649, 1650, 1651, 1653, 1654 et 1660.

No. 22495. CONVENTION ON PROHIBITIONS OR RESTRICTIONS ON THE USE OF CERTAIN CONVENTIONAL WEAPONS WHICH MAY BE DEEMED TO BE EXCESSIVELY INJURIOUS OR TO HAVE INDISCRIMINATE EFFECTS. CONCLUDED AT GENEVA ON 10 OCTOBER 1980¹

N° 22495. CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION. CONCLUE À GENÈVE LE 10 OCTOBRE 1980¹

RATIFICATION

Instrument deposited on:

28 January 1992

GREECE

(With effect from 28 July 1992. Accepting Protocols I, II and III.)

Registered ex officio on 28 January 1992.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

28 janvier 1992

GRÈCE

(Avec effet au 28 juillet 1992. Avec acceptation des Protocoles I, II et III.)

Enregistré d'office le 28 janvier 1992.

No. 25567. UNITED NATIONS CONVENTION ON CONTRACTS FOR THE INTERNATIONAL SALE OF GOODS. CONCLUDED AT VIENNA ON 11 APRIL 1980²

N° 25567. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LES CONTRATS DE VENTE INTERNATIONALE DE MARCHANDISES. CONCLUE À VIENNE LE 11 AVRIL 1980²

ACCESSION

Instrument deposited on:

27 January 1992

ECUADOR

(With effect from 1 February 1993.)

Registered ex officio on 27 January 1992.

ADHÉSION

Instrument déposé le :

27 janvier 1992

EQUATEUR

(Avec effet au 1^{er} février 1993.)

Enregistré d'office le 27 janvier 1992.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1342, p. 137, and annex A in volumes 1350, 1393, 1457, 1463, 1464, 1495, 1520, 1527 and 1543.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 1489, No. 1-25567, and annex A in volumes 1498, 1510, 1523, 1524, 1547, 1552, 1554, 1558, 1560, 1568, 1569, 1575, 1588, 1591, 1606 and 1637.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1342, p. 137, et annexe A des volumes 1350, 1393, 1457, 1463, 1464, 1495, 1520, 1527 et 1543.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1489, n° 1-25567, et annexe A des volumes 1498, 1510, 1523, 1524, 1547, 1552, 1554, 1558, 1560, 1568, 1569, 1575, 1588, 1591, 1606 et 1637.

No. 27450. BASIC CO-OPERATION AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON. SIGNED AT VIENNA ON 24 APRIL 1989¹

N° 27450. ACCORD DE BASE EN MATIÈRE DE COOPÉRATION ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN. SIGNÉ À VIENNE LE 24 AVRIL 1989¹

DEFINITIVE ENTRY INTO FORCE

The above-mentioned Agreement came into force definitively on 28 October 1991, the date on which the United Nations Industrial Development Organization received notification of its ratification from the Government of Cameroon, in accordance with article XIV (1) of the Agreement.

Certified statement was registered by the United Nations Industrial Development Organization on 29 January 1992.

ENTRÉE EN VIGUEUR DÉFINITIVE

L'Accord susmentionné est entré en vigueur à titre définitif le 28 octobre 1991, date à laquelle l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel a reçu notification de sa ratification du Gouvernement camerounais, conformément au paragraphe 1 de l'article XIV de l'Accord.

La déclaration certifiée a été enregistrée par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel le 29 janvier 1992.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1570, No. I-27450.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1570, n° I-27450.

No. 27627. UNITED NATIONS CONVENTION AGAINST ILLICIT TRAFFIC IN NARCOTIC DRUGS AND PSYCHOTROPIC SUBSTANCES. CONCLUDED AT VIENNA ON 20 DECEMBER 1988¹

N° 27627. CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DE STUPÉFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES. CONCLUE À VIENNE LE 20 DÉCEMBRE 1988¹

RATIFICATION

Instrument deposited on:

28 January 1992

GREECE

(With effect from 27 April 1992.)

Registered ex officio on 28 January 1992.

RATIFICATION

Instrument déposé le :

28 janvier 1992

GRÈCE

(Avec effet au 27 avril 1992.)

Enregistré d'office le 28 janvier 1992.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1582, No. I-27627, and annex A in volumes 1587, 1588, 1589, 1590, 1593, 1597, 1598, 1606, 1639, 1641, 1642, 1649, 1653, 1654, 1655, 1656, 1658, 1660 and 1662.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° I-27627, et annexe A des volumes 1587, 1588, 1589, 1590, 1593, 1597, 1598, 1606, 1639, 1641, 1642, 1649, 1653, 1654, 1655, 1656, 1658, 1660 et 1662.

*INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION*¹

No. 593. CONVENTION (No. 10) CONCERNING THE AGE FOR ADMISSION OF CHILDREN TO EMPLOYMENT IN AGRICULTURE, ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS THIRD SESSION, GENEVA, 16 NOVEMBER 1921, AS MODIFIED BY THE FINAL ARTICLES REVISION CONVENTION, 1946²

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

29 November 1991

SRI LANKA

(With effect from 29 November 1991.)

No. 596. CONVENTION (No. 13) CONCERNING THE USE OF WHITE LEAD IN PAINTING, ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS THIRD SESSION, GENEVA, 19 NOVEMBER 1921, AS MODIFIED BY THE FINAL ARTICLES REVISION CONVENTION, 1946³

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

10 October 1991

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

(With effect from 10 October 1991.)

¹ Ratification of any of the Conventions adopted by the General Conference of the International Labour Organisation in the course of its first 32 sessions, i.e., up to and including Convention No. 98, is deemed to be the ratification of that Convention as modified by the Final Articles Revision Convention, 1961, in accordance with article 2 of the latter convention (see United Nations, *Treaty Series*, vol. 423, p. 11).

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 38, p. 143; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 1 to 8, 11, 14, and 16 to 18, as well as annex A in volumes 1106, 1111, 1143, 1172, 1175, 1197, 1248, 1258, 1314, 1348, 1363, 1417, 1505, 1512, 1566 and 1576.

³ *Ibid.*, p. 175; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 2 to 6, 8, 10, 11 and 17, as well as annex A in volumes 1106, 1111, 1512 and 1562.

*ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL*¹

N° 593. CONVENTION (N° 10) CONCERNANT L'ÂGE D'ADMISSION DES ENFANTS AU TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE, ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA TROISIÈME SESSION, GENÈVE, 16 NOVEMBRE 1921, TELLE QU'ELLE A ÉTÉ MODIFIÉE PAR LA CONVENTION PORTANT RÉVISION DES ARTICLES FINALS, 1946²

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

29 novembre 1991

SRI LANKA

(Avec effet au 29 novembre 1991.)

N° 596. CONVENTION (N° 13) CONCERNANT L'EMPLOI DE LA CÉRUSE DANS LA PEINTURE, ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA TROISIÈME SESSION, GENÈVE, 19 NOVEMBRE 1921, TELLE QU'ELLE A ÉTÉ MODIFIÉE PAR LA CONVENTION PORTANT RÉVISION DES ARTICLES FINALS, 1946³

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

10 octobre 1991

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

(Avec effet au 10 octobre 1991.)

¹ La ratification de toute Convention adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail au cours de ses 32 premières sessions, soit jusqu'à la Convention n° 98 inclusivement, est réputée valoir ratification de cette Convention sous sa forme modifiée par la Convention portant révision des articles finals, 1961, conformément à l'article 2 de cette dernière Convention (voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 423, p. 11).

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 38, p. 143; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs n°s 1 à 8, 11, 14, et 16 à 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1106, 1111, 1143, 1172, 1175, 1197, 1248, 1258, 1314, 1348, 1363, 1417, 1505, 1512, 1566 et 1576.

³ *Ibid.*, vol. 38, p. 175; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs n°s 2 à 6, 8, 10, 11 et 17, ainsi que l'annexe A des volumes 1106, 1111, 1512 et 1562.

No. 637. CONVENTION (No. 62) CONCERNING SAFETY PROVISIONS IN THE BUILDING INDUSTRY, ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS TWENTY-THIRD SESSION, GENEVA, 23 JUNE 1937, AS MODIFIED BY THE FINAL ARTICLES REVISION CONVENTION, 1946¹

DENUNCIATION

7 October 1991

GUATEMALA

(Pursuant to the ratification of Convention No. 167² in accordance with article 24 of the above-mentioned Convention of 23 June 1937 and with article 36 of the Convention (No. 167) of 20 June 1988 concerning safety and health in construction.³ With effect from 7 October 1992.)

No. 1070. CONVENTION (No. 89) CONCERNING NIGHT WORK OF WOMEN EMPLOYED IN INDUSTRY (REVISED 1948). ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS THIRTY-FIRST SESSION, SAN FRANCISCO, 9 JULY 1948⁴

DENUNCIATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

30 December 1991

CUBA

(With effect from 30 December 1992.)

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 40, p. 233; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 1 to 8, 10, 13, 14 and 17, as well as annex A in volumes 1275, 1369 and 1512.

² See p. 560 of this volume.

³ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1592, No. I-27865.

⁴ *Ibid.* vol. 81, p. 147; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 2 to 9, 11 to 13, and 15 to 18, as well as annex A in volumes 1106, 1111, 1138, 1223, 1242, 1263, 1271, 1279, 1348, 1417 and 1606.

N° 637. CONVENTION (N° 62) CONCERNANT LES PRESCRIPTIONS DE SÉCURITÉ DANS L'INDUSTRIE DU BÂTIMENT, ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA VINGT-TROISIÈME SESSION, GENÈVE, 23 JUIN 1937, TELLE QU'ELLE A ÉTÉ MODIFIÉE PAR LA CONVENTION PORTANT RÉVISION DES ARTICLES FINALS, 1946¹

DÉNONCIATION

7 octobre 1991

GUATEMALA

(En vertu de la ratification de la Convention n° 167² conformément à l'article 24 de la Convention susmentionnée du 23 juin 1937 et de l'article 36 de la Convention (n° 167) du 20 juin 1988 concernant la sécurité et la santé dans la construction³. Avec effet au 7 octobre 1992.)

N° 1070. CONVENTION (N° 89) CONCERNANT LE TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES OCCUPÉES DANS L'INDUSTRIE (RÉVISÉE EN 1948). ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA TRENTE ET UNIÈME SESSION, SAN FRANCISCO, 9 JUILLET 1948⁴

DÉNONCIATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

30 décembre 1991

CUBA

(Avec effet au 30 décembre 1992.)

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 40, p. 233; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs n°s 1 à 8, 10, 13, 14 et 17, ainsi que l'annexe A des volumes 1275, 1369 et 1512.

² Voir p. 561 du présent volume.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1592, n° I-27865.

⁴ *Ibid.*, vol. 81, p. 147; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs n°s 2 à 9, 11 à 13 et 15 à 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1106, 1111, 1138, 1223, 1242, 1263, 1271, 1279, 1348, 1417 et 1606.

No. 4738. CONVENTION (No. 107) CONCERNING THE PROTECTION AND INTEGRATION OF INDIGENOUS AND OTHER TRIBAL AND SEMI-TRIBAL POPULATIONS IN INDEPENDENT COUNTRIES. ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS FORTIETH SESSION, GENEVA, 26 JUNE 1957¹

DENUNCIATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

11 December 1991

BOLIVIA

(Pursuant to the ratification of Convention No. 169² in accordance with article 36. With effect from 11 December 1992.)

No. 16064. CONVENTION (No. 141) CONCERNING ORGANISATIONS OF RURAL WORKERS AND THEIR ROLE IN ECONOMIC AND SOCIAL DEVELOPMENT. ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS SIXTIETH SESSION, GENEVA, 23 JUNE 1975³

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

29 November 1991

POLAND

(With effect from 29 November 1992.)

¹ United Nations, *Treaty Series* vol. 328, p. 247; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 4 to 7, 10, 12, 13 and 17, as well as annex A in volumes 1372 and 1434.

² See p. 560 of this volume.

³ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1060, p. 263; for subsequent actions, see references in Cumulative Index No. 18, as well as annex A in volumes 1109, 1126, 1130, 1133, 1136, 1138, 1141, 1143, 1147, 1256, 1301, 1323, 1331, 1372, 1422, 1428, 1512, 1541, 1552 and 1650.

N° 4738. CONVENTION (N° 107) CONCERNANT LA PROTECTION ET L'INTÉGRATION DES POPULATIONS ABORIGÈNES ET AUTRES POPULATIONS TRIBALES ET SEMI-TRIBALES DANS LES PAYS INDÉPENDANTS. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA QUARANTIÈME SESSION, GENÈVE, 26 JUIN 1957¹

DÉNONCIATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

11 décembre 1991

BOLIVIE

(En vertu de la ratification de la Convention n° 169² conformément à l'article 36. Avec effet au 11 décembre 1992.)

N° 16064. CONVENTION (N° 141) CONCERNANT LES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS RURAUX ET LEUR RÔLE DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA SOIXANTIÈME SESSION, GENÈVE, 23 JUIN 1975³

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

29 novembre 1991

POLOGNE

(Avec effet au 29 novembre 1992.)

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 328, p. 247; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs n°s 4 à 7, 10, 12, 13 et 17, ainsi que l'annexe A des volumes 1372 et 1434.

² Voir p. 561 du présent volume.

³ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1060, p. 263; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans l'Index cumulatif n° 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1109, 1126, 1130, 1133, 1136, 1138, 1141, 1143, 1147, 1256, 1301, 1323, 1331, 1372, 1422, 1428, 1512, 1541, 1552 et 1650.

No. 19183. CONVENTION (No. 150) CONCERNING LABOUR ADMINISTRATION: ROLE, FUNCTIONS AND ORGANISATION. ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS SIXTY-FOURTH SESSION, GENEVA, 26 JUNE 1978¹

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

5 December 1991

EGYPT

(With effect from 5 December 1992.)

No. 23439. CONVENTION (No. 159) CONCERNING VOCATIONAL REHABILITATION AND EMPLOYMENT (DISABLED PERSONS). ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS SIXTY-NINTH SESSION, GENEVA, 20 JUNE 1983²

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

18 November 1991

YEMEN

(With effect from 18 November 1992.)

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1201, p. 179, and annex A in volumes 1205, 1211, 1216, 1218, 1223, 1236, 1242, 1248, 1252, 1271, 1275, 1284, 1301, 1335, 1349, 1363, 1372, 1391, 1405, 1409, 1428, 1434, 1464, 1505, 1509 and 1541.

² *Ibid.*, vol. 1401, p. 235, and annex A in volumes 1405, 1434, 1441, 1445, 1464, 1492, 1498, 1509, 1512, 1514, 1526, 1530, 1539, 1547, 1552, 1556, 1566, 1567, 1573, 1579, 1598, 1644, 1650 and 1653.

N° 19183. CONVENTION (N° 150) CONCERNANT L'ADMINISTRATION DU TRAVAIL : RÔLE, FONCTIONS ET ORGANISATION. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA SOIXANTE-QUATRIÈME SESSION, GENÈVE, 26 JUIN 1978¹

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

5 décembre 1991

EGYPTE

(Avec effet au 5 décembre 1992.)

N° 23439. CONVENTION (N° 159) CONCERNANT LA RÉADAPTATION PROFESSIONNELLE ET L'EMPLOI DES PERSONNES HANDICAPÉES. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA SOIXANTE-NEUVIÈME SESSION, GENÈVE, 20 JUIN 1983²

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

18 novembre 1991

YÉMEN

(Avec effet au 18 novembre 1992.)

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1201, p. 179, et annexe A des volumes 1205, 1211, 1216, 1218, 1223, 1236, 1242, 1248, 1252, 1271, 1275, 1284, 1301, 1335, 1349, 1363, 1372, 1391, 1405, 1409, 1428, 1434, 1464, 1505, 1509 et 1541.

² *Ibid.*, vol. 1401, p. 235, et annexe A des volumes 1405, 1434, 1441, 1445, 1464, 1492, 1498, 1509, 1512, 1514, 1526, 1530, 1539, 1547, 1552, 1556, 1566, 1567, 1573, 1579, 1598, 1644, 1650 et 1653.

No. 27865. CONVENTION (No. 167) CONCERNING SAFETY AND HEALTH IN CONSTRUCTION. ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS SEVENTY-FIFTH SESSION, GENEVA, 20 JUNE 1988¹

RATIFICATIONS

Instruments registered with the Director-General of the International Labour Office on:

7 October 1991

GUATEMALA

(With effect from 7 October 1992.)

7 October 1991

SWEDEN

(With effect from 7 October 1992.)

No. 28383. CONVENTION (No. 169) CONCERNING INDIGENOUS AND TRIBAL PEOPLES IN INDEPENDENT COUNTRIES. ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AT ITS SEVENTY-SIXTH SESSION, GENEVA, 27 JUNE 1989²

RATIFICATION

Instrument registered with the Director-General of the International Labour Office on:

11 December 1991

BOLIVIA

(With effect from 11 December 1992.)

Certified statements were registered by the International Labour Organisation on 28 January 1992.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1592, No. I-27865, and annex A in volume I644.

² *Ibid.*, vol. 1650, No. I-28383.

N° 27865. CONVENTION (N° 167) CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DANS LA CONSTRUCTION. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA SOIXANTE-QUINZIÈME SESSION, GENÈVE, 20 JUIN 1988¹

RATIFICATIONS

Instruments enregistrés auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

7 octobre 1991

GUATEMALA

(Avec effet au 7 octobre 1992.)

7 octobre 1991

SUÈDE

(Avec effet au 7 octobre 1992.)

N° 28383. CONVENTION (N° 169) CONCERNANT LES PEUPLES INDIGÈNES ET TRIBAUX DANS LES PAYS INDÉPENDANTS. ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL À SA SOIXANTE-SEIZIÈME SESSION, GENÈVE, 27 JUIN 1989²

RATIFICATION

Instrument enregistré auprès du Directeur général du Bureau international du Travail
le :

11 décembre 1991

BOLIVIE

(Avec effet au 11 décembre 1992.)

Les déclarations certifiées ont été enregistrées par l'Organisation internationale du Travail le 28 janvier 1992.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1592, n° I-27865, et annexe A du volume 1644.

² *Ibid.*, vol. 1650, n° I-28383.